
HISTORIA
magazine
66
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 279 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER
LA GUERRE
D'ALGÉRIE
PRISONNIER DANS LE MAQUIS KABYLE



INQUIÉTUDE EN ALGÉRIE

Jean FONTUGNE

LA conférence de presse donnée par le général de Gaulle, le 25 mars 1959, avait provoqué de vives réactions en annonçant des contacts souhaités avec le F.L.N., en fait avec des représentants du G.P.R.A. Le président de la République, à quelques jours de l'anniversaire du 13 Mai, relance volontairement la contestation. Le 28 avril, au cours d'un entretien avec le directeur de l'Écho d'Oran, *il lui annoncera la fin de « l'Algérie de papa ». La confidence fera le tour du monde en attendant qu'elle durcisse la position des activistes et amène des cadres de l'armée à prendre fermement parti sur l'avenir de l'Algérie.*

Pourquoi le chef de l'État s'éloigne-t-il volontairement et de plus en plus de ceux qui l'ont porté au pouvoir?

Il semble tout d'abord que l'unanimité constatée au cours des mois écoulés entre musulmans et Français ne soit plus qu'un souvenir. Les élections municipales en Algérie l'ont prouvé : près de 50 % d'abstentions.

Ensuite, devant les importants avantages financiers accordés, de nombreuses entreprises envisagent de participer à la réalisation du plan de Constantine. De Gaulle y voit une approbation de sa politique et de ses projets.

Enfin, les élections sénatoriales ont marqué une régression sensible des voix de la majorité. Dans le même temps, la plupart des députés de l'opposition battus aux législatives retrouvaient un siège au palais du Luxembourg. De cette tribune politique ils ne pouvaient manquer de souligner l'incapacité du nouveau gouvernement à mettre un terme à la guerre d'Algérie.

Pour le général de Gaulle, il était donc nécessaire de frapper l'opinion d'une façon spectaculaire. D'une part, ses voyages dans le Nivernais, le Bourbonnais et la Bourgogne lui permettaient de s'assurer que sa popularité demeurait très grande en France et, d'autre part, le succès des opérations de pacification lui donnait la certitude que l'armée se consacrait désormais, en Algérie, à ses missions militaires et n'interviendrait pas dans le règlement politique du problème algérien.

Le G.P.R.A. lui-même ne croyait pas d'ailleurs au succès. Son porte-parole n'avait-il pas récemment déclaré : « Nous n'avons pas la prétention de gagner la guerre »?

J.F.

Couverture : Photo E.C.P.A.

Sommaire n° 66 - Historia magazine n° 279

Tark

En haut : la vallée de la Soummam. *Ci-dessous :* le général Faure. Il a la lourde tâche de « rattraper » la Kabylie. Parlant d'Amirouche *(cartouche)*, chef de la wilaya 3, il dit un jour : « Lui et moi, on tient la Kabylie. Mais il n'a pas les pouvoirs civils et ne règne que la nuit. »

A. L. N. : GUÉRILLA ET TERRORISME

Marguerite Sy



Coll. particulière

LES délibérations presque ininterrompues du G.P.R.A. au Caire, du 7 au 20 janvier, puis du 28 au 31 janvier 1959, ne sont pas essentiellement consacrées, comme on le croit à Paris, au problème d'une éventuelle relance du dialogue secret avec l'Élysée. Alertés par la lettre qu'Amirouche leur a envoyée, à la mi-décembre 1958, pour leur annoncer qu'il va venir « s'expliquer » avec eux, dans quelques semaines, à Tunis, les ministres de Ferhat Abbas s'inquiètent de savoir quelle est la situation exacte, non seulement sur le plan politique, mais sur le plan militaire, de cette Armée de libération nationale de l'intérieur, dont les chefs le prennent maintenant de haut avec le pouvoir politique en exil. Ils demandent aux conseils des différentes wilayas de leur envoyer des bilans, dont ils font l'examen critique. Le rapport de synthèse que Krim Belkacem établit à partir de ces documents ▶

au cœur de la forêt, le P. C. d'Amirouche



de 9 bataillons de l'Est algérois et de plusieurs bataillons de chasseurs parachutistes sous les ordres du colonel de Camas, adjoint opérationnel du général Faure, et du colonel Ducasse (22 paras, dont le capitaine Jean Graziani, le lieutenant Jean Chassin et l'adjudant Jean Marot, sont tués le 6 janvier au cours d'un violent combat à Sidi-Ali-bou-Nab et un lieutenant et 14 soldats de la 7e compagnie du 2e bataillon du 2e régiment d'infanterie de marine sont tués le 21 janvier dans une embuscade tendue par une katiba à la sortie du village d'El-Maten, sur les contreforts de la vallée de la Soummam).

Il apparaît clairement, en février 1959, que les forces françaises, malgré l'importance des moyens mis en œuvre, n'ont porté que des coups limités aux *djounoud* d'Amirouche, qui tiennent solidement le massif du Djurdjura et les forêts de l'Akfadou et de Yakouren.



montre surtout que l'implantation sur le terrain et la combativité des unités de l'A.L.N. sont très différentes selon les wilayas.

La wilaya 3 (Kabylie) est incontestablement celle qui peut donner le plus de satisfaction au F.L.N. Amirouche y règne en maître. Il a installé au cœur de la forêt de l'Akfadou un modeste P.C. (une baraque de planches et de tôle ondulée, une table, six chaises, une machine à écrire), mais il n'y demeure jamais très longtemps. Il se déplace sans arrêt, toujours revêtu du même uniforme : gabardine kaki sanglée d'un ceinturon, guêtres sur souliers de cuir, bonnet de police comme en portent, au cantonnement, les soldats français.

Grâce à sa mobilité, à celle de son état-major et à celle de ses troupes, il a pu mettre en échec deux grandes offensives lancées contre lui : l'opération « Brumaire », menée en octobre-novembre 1958, par les hommes du général Faure dans le secteur d'Azazga, puis dans la vallée de la Soummam, puis dans les régions de Djidjelli et de Kerrata, en Petite Kabylie, et l'intervention massive, en janvier 1959, dans le triangle Tizi-Ouzou - Bordj-Menaïel - Dra-el-Mizan,

Tombé dans une embuscade

En wilaya 4, le colonel Bougarra (Si M'hamed), dont le principal adjoint militaire est, depuis le départ de Si Azedine pour Tunis, le commandant Ben Chérif (un ancien officier de l'armée française, très dynamique, qui a déserté en juillet 1958, avec toute une section, pour rejoindre l'A.L.N. dans le secteur d'Aumale), ne dispose pas de tels « sanctuaires » car, dans cette région, où se trouve la capitale du pays, le « quadrillage » de l'armée française est particulièrement dense, mais il a regroupé ses unités les plus mordantes dans des « zones privilégiées » où elles tiennent tête à l'adversaire – quoique au prix de lourdes pertes – dans des batailles très dures.

Le général Massu a essayé de réduire l'une des plus importantes de ces zones, celle de Palestro, par deux offensives successives (novembre 1958, 22-24 janvier 1959). Il a obtenu quelques résultats, mais il a reconnu qu'il avait affaire à forte partie : « J'ai trouvé devant moi des ennemis en uniforme, bien armés, très bien entraînés, dotés de mitrailleuses, de fusils mitrailleurs, de mortiers, de postes radio. »



Le colonel Tahar Zbiri prendra la tête de la wilaya 1.

Dans l'Atlas blidéen, l'A.L.N. perd un de ses meilleurs chefs, le capitaine Si Rachid, tué le 7 janvier 1959, mais se montre capable de harceler, dix-sept jours après cet échec, le centre de Chréa. Le général Desjours, commandant le secteur de Blida, est obligé de déclarer « territoire interdit » le massif montagneux du Chenoua, qui borde le littoral, à 70 km d'Alger, entre Tipasa et Cherchell, et qui est, explique-t-il, « infesté de fellaghas ». Bien que durement accrochée, le 29 janvier, l'unité qui tient les monts du Dahra, au nord-ouest d'Orléansville, ne perd pas de terrain. Le massif montagneux de l'Ouarsenis constitue la troisième de ces « zones privilégiées », mais les *djounoud* de l'A.L.N. doivent y soutenir des combats permanents et meurtriers, notamment dans les secteurs de Lamar-

◀ Paysage du Djurdjura. Le Kabyle est bon agriculteur. Du haut en bas des pentes, souvent abruptes, de son pays, pas un pouce de terre cultivable n'est perdu. Aux places d'honneur : le jardinage et l'arboriculture.

tine (opérations françaises déclenchées, début janvier, après l'embuscade qui, dans le douar des Beni-Boudouane, a coûté la vie au fils et au beau-frère du bachagha Boualem ainsi qu'à deux harkis), Rabelais et Paul-Robert.

En wilaya 2, le principal « sanctuaire » de l'A.L.N. est la région montagneuse et boisée qui va de la presqu'île de Collo à Djidjelli. Les unités françaises qui tentent d'y pénétrer courent de gros risques (une compagnie du 15[e] régiment d'infanterie de marine, en mouvement pour aller escorter une équipe des ponts et chaussées chargée de construire un pont, tombe, le 24 janvier, dans une embuscade tendue au détour d'une piste montagneuse, non loin d'Aïn-Kechera, à 25 km au sud de Collo, et perd 21 hommes). Moins puissante, dans ce terrain propice à la guérilla, l'A.L.N. se montre cependant fort active dans les secteurs proches de Ziama-Mansouriah et de Bougie (un convoi français qui tombe, le 24 janvier, dans une embuscade sur la route d'El-Maten, non loin d'El-Kseur, et qui est pris sous le feu des armes automatiques d'une katiba, perd 14 hommes), dans le secteur de Philippeville (le 23 janvier, le convoi d'une S.A.S., pris dans une embuscade, perd 5 goumiers près de Valée et l'attaque d'une voiture de police près de Jemmapes se solde par la mort d'un commissaire et de ses 4 adjoints), dans le secteur de Bône-Bugeaud, dans celui de Guelma-Heliopolis, dans la région du Hodna-Sétif (un combat bref, mais particulièrement violent, se déroule notamment à Fedj-M'Zala) et enfin dans les secteurs de Tocqueville (Ouest constantinois), de Bou-Hamama et de Doucen (Sud constantinois).

Si les unités de l'A.L.N. des wilayas « intérieures » de l'Algérie se montrent assez agressives, la combativité de celles des wilayas « périphériques » est nettement moins grande.

Le moral des combattants

Dans la wilaya 6 (Sud-Est oranais et Sud algérois, jusqu'aux frontières du Mali), les hommes de Si Haouès ne combattent réellement qu'au nord-ouest de Laghouat, près d'In-Salah au Sahara et, à l'extrême sud, dans certains secteurs du Hoggar (Tamanrasset et Djanet).

En wilaya 1 (Aurès-Nemencha) les deux bastions de l'A.L.N. dans la région Biskra - El-Kantara, au sud, et dans la région Souk-Ahras - Tébessa, à l'est, tiennent bon, mais les combattants qui les défendent se font sévèrement « accrocher » par des unités françaises, notamment le 11 janvier à Barika, à 15 km au nord-ouest d'El-Kantara, dans le djebel Metlili (elles laissent 46 tués sur le terrain) et à Bou-Chebka, près de Tébessa, le 14 janvier.

Le 28 janvier, une katiba venant de Tunisie est interceptée, entre la frontière et le barrage de la ligne Morice, à 15 km au nord-ouest de la mine de fer d'Ouenza, par un puissant détachement français appuyé par l'aviation. L'engagement, qui dure plusieurs heures, se ▶



De gauche à droite : les généraux Gracieux, Gilles et Massu, et le colonel Ducasse. Ils porteront aux forces de l'A.L.N., en 1959, des coups meurtriers et les paras du colonel Ducasse mettront hors de combat deux chefs de wilaya : Amirouche et Haouès. ▶

20 000 hommes des forces de l'ordre investissent les bastions

solde par un lourd bilan : 24 tués du côté français, 75 du côté algérien. Les 45 survivants de la katiba abandonnent sur le terrain deux mitrailleuses et deux fusils mitrailleurs et refluent vers la Tunisie. Une semaine plus tard, ce sont deux katibas qui sont prises à partie, près de Munier, alors que, venant de Tunisie, elles cherchaient à franchir le réseau électrifié. Ces deux revers affectent le moral des combattants de l'A.L.N., qui savent désormais que toute opération de franchissement du barrage par une forte unité a toutes les chances d'être une opération-suicide (seuls pourront « passer », à partir de 1959, des groupes légers dotés d'un équipement spécial « antibarrage »).

Une grenade dans un café

Le colonel Tahar Zbiri, un ancien mineur de l'Ouenza, qui, après une période de transition confuse, succède, à la tête de la wilaya 1, au colonel Hadj Lakhdar, qui s'est réfugié en Tunisie, doit, de son côté, faire face aux problèmes permanents que posent, dans cette wilaya, certains conflits internes.

Les difficultés qui s'ajoutent à ce que l'on commence à appeler, dans les milieux proches du G.P.R.A., le « complexe du barrage » contribuent à affaiblir l'A.L.N. de la wilaya 1.

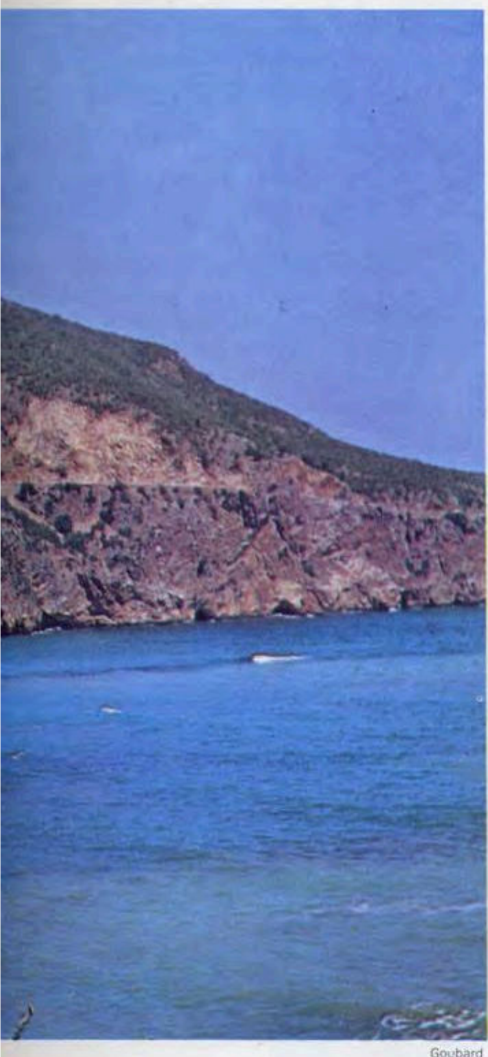
Le colonel Lotfi, qui commande la wilaya 5 (Oranie), a des problèmes d'un autre ordre. L'arraisonnement par l'aviso *Chevreul*, le 27 décembre 1958, dans le cadre de la lutte contre la contrebande d'armes, du caboteur danois *Granita*, dont la cargaison est débarquée par des marins français à Mers el-Kébir, alors qu'elle devait être réceptionnée, à Casablanca, pour le compte des maquis F.L.N., l'a privé, en effet, d'un précieux matériel de guerre.

Les armes et les munitions font parfois défaut à ses troupes alors que 20 000 soldats du général Gilles (tirailleurs et cavalerie blindée de la 4e D.I.M., légionnaires du 5e régiment étranger, parachutistes du 1er régiment étranger) investissent les bastions A.L.N. jusqu'alors inexpugnables du djebel Aflou et des monts de Saïda (jusqu'à Frenda), que la 5e division blindée attaque dans la région Relizane-Zemmora-Montgolfier (c'est là que le capitaine de l'A.L.N. Si Sadek est tué au combat, le 14 janvier), et que d'autres unités françaises sont à l'offensive près de Perrégaux, au sud de Mascara, au sud-ouest de Lamoricière, dans les montagnes au sud de Tlemcen, et enfin, au sud d'Aïn-Sefra, le long des pistes et des routes par où transitent les convois d'armes allant de l'oasis de Figuig (Maroc) à Djenien-bou-Rezg, dans la partie occidentale des monts des Ksour. Le bon fonctionnement des télécommunications et des liaisons que le colonel Boumediene a réussi à établir entre les bases arrière marocaines et les « points chauds » de la wilaya 5, les capacités manœuvrières de Lotfi et la bonne tenue au combat de ses troupes limitent les

Karl Breyer



◀ **Dans un maquis, des hommes de l'A.L.N. apprennent le maniement d'une mitraillette. Au maquis, la discipline est particulièrement sévère en ce qui concerne le matériel et plus encore l'armement. Pour les chefs, les armes ont plus de valeur que les hommes. Un soldat qui perd la culasse de son fusil est souvent fusillé.**


Goubard

◀ **Route côtière longeant le massif du Chenoua, à 70 km d'Alger, entre Tipasa et Cherchell. Du sommet, on domine la mer, le Sahel, l'Atlas de Blida et le massif de Miliana et du Dahra. Le Chenoua devra être déclaré par le général Desjours « territoire interdit ». Les hommes de l'A.L.N. en ont fait une zone privilégiée.**

dégâts, mais ceux-ci sont néanmoins sérieux.

Les dégâts sont assez sérieux, en tout cas, pour que les chefs de la wilaya 5 prennent la décision de faire redescendre vers les villes un certain nombre de maquisards désormais trop menacés et de les charger d' « aller attaquer l'ennemi dans les villes ». L'ordre est rapidement exécuté. Un commando, par exemple, fait sauter des pylônes pour priver de lumière, pendant vingt-quatre heures, la région de Tiaret, et un *fidaï* lance, le 3 janvier, une grenade dans le café Terminus, à Sidi-Bel-Abbès (2 morts, dont un légionnaire, et 9 blessés).

Ces mêmes ordres sont donnés partout, ce qui explique la recrudescence des attentats que l'on constate, au début de 1959, dans toutes les régions d'Algérie : explosion de grenades au cinéma Variétés et au café Zemour, à Sétif, assassinat du maire du village des Eulma, près de Saint-Arnaud (wilaya 1), assassinat, à coups de revolver, le 12 janvier, du vice-président de la délégation spéciale de Tizi-Ouzou, Mohamed Dahli (wilaya 3), assassinat, en wilaya 4, près de Menerville, du policier Paul Blondet, et à Rivet, du Dr Auger, directeur du sanatorium municipal (le *fidaï* auteur de cet attentat, Si Mokrane, est tué, le 31 janvier, dans un engagement près de Tablat et son corps est exposé sur la place publique de Rivet, puis de L'Arba, avec une pancarte portant l'inscription : « L'assassin a payé »), attaque du car Constantine-Guelma (3 Européens tués, parmi lesquels un brigadier de police de Saint-Arnaud, M. Salasc).

Les attentats qui font la plus forte impression sur la population sont, cependant, ceux qui visent les trains. Le 3 janvier, le train de voyageurs Oran-Oujda saute sur une mine. Le 17 janvier, un train de marchandises saute sur un obus piégé entre Blida et Médéa. Le 21 janvier, un train est mitraillé dans la région de Bougie. Le 24 janvier, le train de voyageurs Alger-Orléansville saute sur un obus piégé. Le même jour, une mine télécommandée fait exploser, entre les gares d'Ouled-Rahmoun et du Kroubs, un train pétrolier en provenance de Biskra (les flammes, hautes de 200 mètres, sont visibles de Constantine, 11 wagons citernes sont détruits, des dizaines de milliers de litres de carburant brûlent). Le 27 janvier, une draisine saute sur une mine près de Souk-Ahras (plusieurs militaires blessés), et un train de marchandises Alger-Constantine saute également sur une mine dans la région de Bouira. Le 30 janvier, l'explosion d'une mine fait dérailler, près de Bordj-bou-Arréridj, un train de marchandises Constantine-Alger.

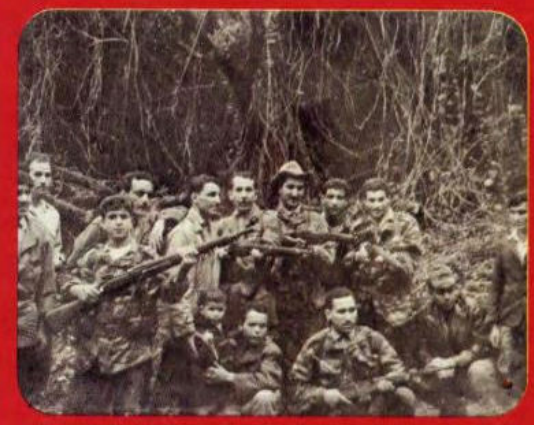
Le combat jusqu'à la mort

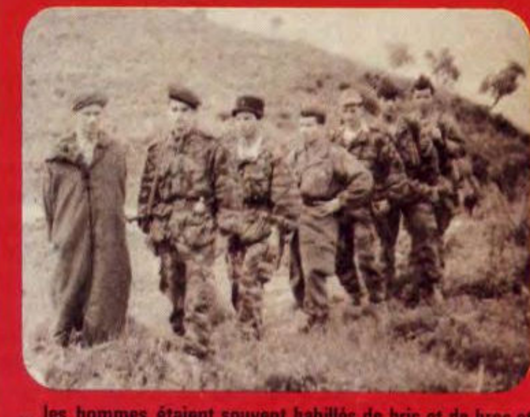
Le caractère spectaculaire de ces attentats ferroviaires permet au G.P.R.A. de marquer, au Caire, un point dans la « guerre psychologique » et de déclarer, dans un communiqué en date du 26 janvier, que les succès des combattants de l'A.L.N. et des *fidayin* sont de plus en plus nombreux. Le ministère de l'Information du G.P.R.A. affirme, d'autre part, que « les effectifs de l'A.L.N., qui étaient de 40 000 hommes en 1957 et de 90 000 hommes en 1958, dépassent désormais 100 000 hommes, 500 corps de soldats ennemis sont évacués chaque mois par Alger, sans compter les corps qui sont évacués


Photos souvenirs de maquisards de l'A.L.N. On note une grande variété dans les uniformes et surtout dans les...



... coiffures, qui vont de la casquette Bigeard (très prisée chez les *djounoud*) au turban, en passant par le béret...


... basque, le képi et même le chapeau de brousse. En fait, les pataugas demeurent le seul équipement de base...


... les hommes étaient souvent habillés de bric et de broc et portaient des insignes de fantaisie suivant les wilayas.

Photos coll. particulière



J. C. Pérot

◄ *Ci-contre :* déraillement d'un train à Kherba, début 1959. *Ci-dessous à gauche :* l'A.L.N. a fait sauter un pylône électrique sur la route de Djidjelli à Texenna. *A droite :* à Châteaudun, le corps d'un terroriste est exposé sur la place publique, après un attentat. Le 6 mai 1959, il a lancé une grenade dans un bar, faisant deux morts, dont un gendarme.



Marquès de S.



retour aux embuscades et aux harcèlements

par d'autres ports ou abandonnés sur le terrain. La déclaration faite le 5 décembre à Touggourt, par le général de Gaulle, selon laquelle « la page des combats est tournée », est aussi ridiculement fausse que l'assertion du maréchal Juin affirmant, le 17 novembre, que « la guerre est virtuellement terminée ».

Sur ce point, le G.P.R.A. n'a pas tort, car l'armée française n'en est pas à son « dernier quart d'heure ». Il reste que les chiffres qu'il avance sont fortement exagérés.

Ceux du haut commandement français d'Alger ne le sont pas moins, mais en sens contraire. Selon le porte-parole de la Xe région militaire — qui tient à répondre au G.P.R.A. — « les 75 katibas de l'A.L.N. opérant en Algérie ne comptent que 20 000 hommes, auxquels il faut ajouter les 15 000 stationnés en Tunisie et au Maroc. Le verrouillage des frontières, effectif à 95 %, paralyse le ravitaillement en munitions des rebelles qui, dans certains secteurs, ont remplacé les fusils de guerre par des fusils de chasse, car, en l'absence de balles, on peut fabriquer des cartouches de fortune. Nos forces ont mis hors de combat, du 3 novembre 1958 au 5 janvier 1959, 4 662 rebelles. Ceux-ci ont, en moyenne, 80 tués par jour ».

Il semble bien que la vérité se situe entre ces deux propagandes contradictoires. Selon les observateurs neutres, l'A.L.N. de l'intérieur compte, et surtout dans ses « sanctuaires » et ses « zones privilégiées », 35 000 à 40 000 soldats, y compris les *moussbilin* (auxiliaires guetteurs, ravitailleurs, agents de liaison, etc.). Ces effectifs demeurent à peu près constants, car il existe toujours des volontaires pour remplacer les *djounoud* qui sont tués, mais l'arrivée de ces remplaçants, souvent très jeunes et qui ne s'aguerrissent qu'au bout d'un certain temps, pose parfois des problèmes aux chefs de maquis qui doivent donner aux recrues un minimum de formation militaire.

Ces chefs de maquis, dont les troupes subissent une pression croissante des forces françaises, adoptent, au début de 1959, une nouvelle stratégie. Ils recommandent à leurs soldats d'éviter, chaque fois qu'ils le peuvent, les engagements avec les soldats français (mais de se battre jusqu'à la mort lorsqu'ils sont « accrochés ») et d'en revenir aux embuscades et aux harcèlements, comme au début de la guerre. Les *fidayin*, eux, reçoivent l'ordre de multiplier les attentats dans les villes, où doivent se développer les O.P.A. (organisations politico-administratives) du F.L.N.

Le « fer de lance de l'armée d'Algérie »

Le haut commandement français en Algérie, cependant, a changé lui aussi de stratégie. Au début de 1959, le général de Gaulle et Michel Debré ont donné carte blanche, à Alger, au tandem Delouvrier (pouvoir civil)-Challe (pouvoir militaire). Persuadé que beaucoup des 600 000 hommes du corps expéditionnaire français en Algérie, cantonnés dans des tâches « statiques », sont mal utilisés, le général Challe a créé, dans chaque zone militaire, des unités spéciales antiguérilla destinées à être le « fer de lance de l'armée d'Algérie ». Ces « commandos de chasse » chargés de « casser le fellagha » là où il se trouve, devront lui permettre d'engager successivement, dans chaque région d'Algérie, des milliers de soldats d'élite (appuyés par l'aviation, les chars et l'artillerie) dans des offensives ayant pour objectif l'encerclement, puis l'occupation des « bastions de l'A.L.N. » (Ouarsenis, Kabylie, Hodna, etc.).

L'application, pendant deux ans, du « plan Challe », sera meurtrière pour la population civile algérienne et portera des coups terribles à l'A.L.N., qui perdra, en vingt-quatre mois, près des deux tiers de ses effectifs. H

Albert Paul LENTIN

VOTE APRÈS VOTE...





Après une campagne électorale menée tambour battant et à laquelle participèrent même des musulmans *(photo du haut)*, ce fut le référendum *(photo du bas)* et un *oui* massif à de Gaulle. Mais, comme fera remarquer Azzem Ouali, « dans nos départements d'Algérie [...], le référendum s'est fait sur la signification *oui à de Gaulle pour l'intégration...* ».

Une indifférence très nette fortement teintée d'amertume et d'inquiétude chez les Français, une prudente expectative fondée en partie sur la crainte des représailles du F.L.N. du côté musulman. Ce sont là les deux caractéristiques essentielles de la campagne pour les élections législatives de novembre 1958 en Algérie. Les premières de la toute nouvelle Ve République née du mouvement du 13 mai.

Dans les villes comme dans le bled, ce climat n'a en aucune façon aidé à la réalisation des objectifs que le général de Gaulle, alors président du Conseil, avait assignés aux responsables civils et militaires en ces termes :

« L'intérêt supérieur du pays exige que la consultation ait lieu dans des conditions de liberté et de sécurité absolues et que des listes représentatives de toutes les tendances – je dis de toutes les tendances – puissent solliciter concurremment et au même titre les suffrages des électeurs. Toutes les opinions devront pouvoir s'exprimer et tous les candidats pouvoir se présenter et faire campagne, quel que puisse être leur programme, y compris en ce qui concerne le statut ou le destin ▶


Médard

Ces musulmanes ▶ prennent, une fois encore, le chemin des urnes. Pour ne pas heurter les coutumes du pays, les femmes votent dans des bureaux différents de ceux des hommes.

◀ L'armée s'était chargée d'organiser la campagne pour le référendum. Ce fut partout une débauche de portraits du général de Gaulle. Ici, dans une S.A.S. de l'Ouarsenis, les enfants font campagne.

Les Algériens votent. ▶ Mais en moins grand nombre et avec bien moins d'enthousiasme, aux législatives de 1958 et aux municipales de 1959, qu'ils ne l'avaient fait lors du référendum.

la "troisième force" ne se manifestera pas

politique de l'Algérie. La saisie de journaux locaux ou métropolitains ne pourra être ordonnée que si les articles incriminés sont de nature à entraîner des poursuites judiciaires. Le but à atteindre consiste à obtenir que se révèle librement une élite politique algérienne. »

Mais cette « élite politique algérienne », cette fameuse troisième force qu'avant de Gaulle Soustelle, puis Lacoste se sont évertués à vouloir susciter, ne s'est pas davantage manifestée. Cet échec s'explique par deux raisons. La première : les musulmans évolués ont été quelque peu écœurés par les rivalités et les querelles de certains candidats européens, qui ne se sont souciés qu'au dernier moment de les prendre sur leur liste, et plus encore par calcul électoral que par un authentique sentiment de fraternisation. Un musulman a traduit cette situation déplorable en déclarant :

« Une fois que les Européens se sont arrangés entre eux, ils cherchent en vitesse le « bicot » de service. »

La seconde raison : depuis l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, tous les musulmans qui pourraient jouer un rôle différent des traditionnels beni-oui-oui se demandent quelle va être l'évolution de la situation. Ils n'ont pas eu envie de se « mouiller » à la veille d'un éventuel virage de la politique algérienne du président du Conseil, comme ont pu le laisser supposer l'ambiguïté de son discours de Constantine, le 3 octobre, et son appel à la « paix des braves », lancé dans sa conférence de presse du 23 octobre.

Les rumeurs qui circulent sur la possibilité de pourparlers avec le F.L.N. (ne parle-t-on pas d'un prochain voyage à Paris de Ferhat Abbas, le chef du G.P.R.A. constitué au Caire le 19 septembre ?) ont grandement contribué à bloquer un « dégel ». Cela est si vrai qu'à Batna, sur le point de constituer une liste, Barakrok, ancien sous-secrétaire d'État du temps de Robert Lacoste, a mis comme condition à sa participation des garanties du chef du gouvernement à l'égard des milieux musulmans au cas où le dialogue s'engagerait avec le F.L.N. Faute de les avoir obtenues, Barakrok a retiré sa candidature en déclarant : « Je ne serai pas un second Glaoui ! »

Ce refus de s'engager sur un terrain mouvant s'est d'autant mieux justifié que, de Tunis, le G.P.R.A. a lancé un avertissement brutal aux musulmans susceptibles de se présenter. L'un de ses porte-parole a affirmé :

« Il y a deux éléments sur lesquels nous ne transigerons jamais. C'est notre représentativité et l'exclusivité de cette représentativité. » Pendant ce temps, dans les couloirs de l'O.N.U., M'hamed Yazid avait annoncé « un boycottage impressionnant du scrutin ».

Mais le F.L.N. n'aura pas été le seul à vouloir contrarier ces élections législatives. Le parti communiste algérien a fait lui aussi un gros effort pour empêcher leur déroulement, soutenu en cela, mais avec une certaine mollesse, par les dirigeants français. De leur côté, les libéraux d'Alger ont sauté sur toutes les occasions pour renoncer à présenter des listes qui n'avaient du reste aucune chance. Ce n'étaient pourtant pas les candidats venus de la métropole qui manquaient...

Le bouillant Gascon

En définitive, les seuls musulmans à briguer les suffrages du collège unique ont été pour la plupart ceux qui, depuis longtemps, avaient donné de sérieux gages de leur attachement à la France. Bravant les interdits, les mots d'ordre, sourds aux appels des sirènes, ils ont, une fois de plus, pris des risques énormes parce qu'ils y croyaient, eux, à la fraternisation franco-musulmane.

A Alger-ville, contrairement à tous les pronostics, Ahmed Djebbour, grièvement blessé quelques mois plus tôt à Paris par un tueur du F.L.N., et Mourad Kaouah, l'ancien gardien de



ECPA



ECPA

buts de l'A.S. Saint-Eugène ont été élus sur la liste de Pierre Lagaillarde. Le bouillant Gascon à barbiche qui a enfoncé les portes du G.G. au volant d'un camion, le 13 mai, aura été le premier surpris de sa victoire sur la liste adverse présentée par deux autres tenants de l'Algérie française, Auguste Arnould, le pilote d'Air Algérie, et René Mouchan, l'instituteur d'El-Biar qui a laissé ses deux mains quelque part en Italie pendant la guerre. A la modération des deux leaders du Comité d'entente des anciens combattants,

Les élections municipales d'avril 1959, qui montreront clairement le malaise de la population, porteront à la mairie d'Alger un musulman profondément attaché à la France, marié à une Française, Mohamed Bouaraouah.



Vital/Paris-Match

dont le rôle durant les journées de mai a été pourtant prépondérant, les électeurs algérois ont préféré la fougue et le panache d'un Pierre Lagaillarde.

L'ancien président de l'Association des étudiants d'Alger croyait si peu à un succès qu'en déposant sa candidature et celle de ses amis il avait confié au colonel Godard :

« Si j'échoue, je vous demande de me reprendre dans l'armée et de me confier une mission spéciale. »

Au dernier moment, Pierre Lagaillarde et ses colistiers ont bénéficié du soutien inattendu du puissant *Écho d'Alger*, le journal d'Alain de Sérigny. Vexé d'être écarté de la compétition par le pouvoir, il s'est vengé comme il a pu en soutenant l'outsider Lagaillarde.

Docteur en théologie

A Alger-banlieue, c'est la liste de Marc Lauriol et de Philippe Marçais, deux éminents juristes algérois, qui l'a emporté. « Je veux que cette liste soit élue parce que j'ai l'intention d'y choisir un ministre », aurait dit clairement le général de Gaulle au général Salan.

Il confiera effectivement un secrétariat d'État à la colistière de Lauriol et Marçais, Mlle N'fissa Sid Cara.

Dans l'intérieur du pays, c'est pratiquement sans difficulté que sont élus Laradji à Blida, Azzem Ouali et Ioualalen, ainsi que Mohamed Khorsi à Tizi-Ouzou (ce dernier adoptera plus tard les thèses du F.L.N.) et le valeureux bachagha Boualem dans l'Ouarsenis, ce morceau de « terre française » qu'il défend aux côtés des militaires à la tête de ses harkis.

C'est à Oran que la campagne a été la plus animée. Bien que soutenu par le C.S.P. et une bonne partie de la population, le général Miquel, l'un des anciens chefs du mouvement métropolitain « Résurrection », à la retraite depuis peu, a été battu par le maire, Fouques-Duparc, après une bataille de communiqués et de mises au point bien propres à dérouter les Oranais.

Quant aux colonels et aux capitaines du 13 Mai, comme le général de Gaulle leur a interdit de se présenter en Algérie, ils ont demandé un congé spécial pour solliciter les suffrages de la métropole mais ils n'ont pas fait le poids devant les civils. Le colonel Broizat, chef de cabinet de Massu, parachutiste et docteur en théologie à la fois, a été battu de quelques voix à Paris ainsi que le colonel Laure. Le capitaine Engels, qui avait choisi Bordeaux, a été écrasé par le clan Chaban-Delmas. Seul, le colonel Thomazo, « Nez-de-Cuir », l'ancien patron des U.T., sera élu dans les Pyrénées-Atlantiques devant le maire de Biarritz.

En définitive, à Alger, comme à Oran et à Constantine, ces élections législatives se seront déroulées dans un curieux climat d'indifférence affectée ▶

Lors des élections municipales, qui ont lieu les 19 et 26 avril 1959 la participation au vote est de 62 %. Sur les 71 députés élus en novembre 1958, il y a 48 musulmans. Aux sénatoriales, qui ont lieu le 31 mai, participent 6 000 grands électeurs dont les deux tiers de musulmans. Mais la « troisième force » sur laquelle comptait de Gaulle ne se dégagera pas de ces élections. *Photo* : à Bel-Air, le bureau de vote des hommes.

Marchadier



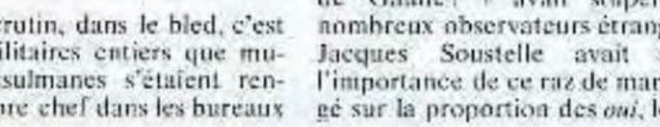
la masse musulmane ne croit plus à rien

qui a eu évidemment de sérieuses répercussions sur le pourcentage des votants. Quel contraste avec la participation massive enregistrée, deux mois plus tôt seulement, à l'occasion du référendum du 28 septembre ! Près de 80 % de suffrages exprimés : 96 % de *oui !*

Il est vrai qu'on était encore sur la lancée du 13 Mai. Européens et musulmans vivaient la grande fraternisation qui devait, à leurs yeux, se cristalliser, se fortifier, autour de la personne du général de Gaulle. Il était clair pour tous que le *oui* qu'il réclamait, c'était, bien sûr, une approbation de la nouvelle Constitution, mais aussi, de ce côté-ci de la Méditerranée, un *oui* définitif à l'Algérie française, l'affirmation solennelle que le drapeau ne serait jamais amené après cent trente ans de présence.

Un échec cuisant

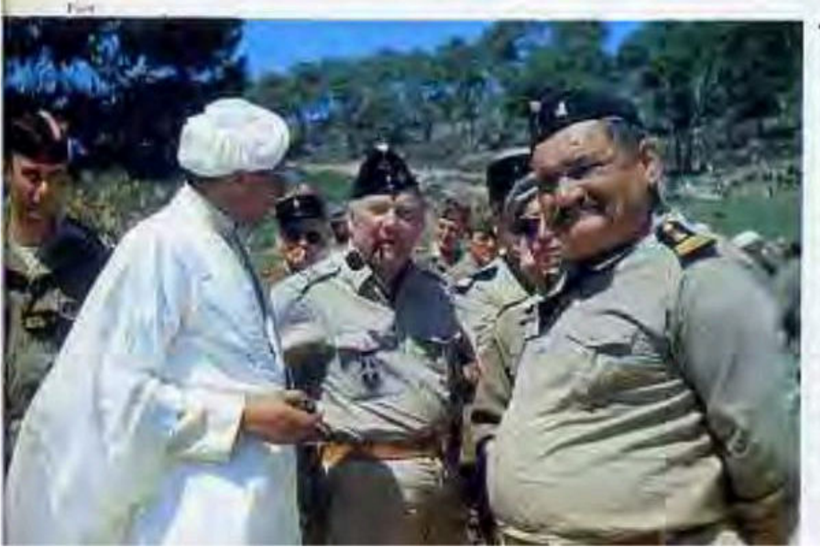
Et puis, pour la première fois, les musulmans avaient enfin le sentiment d'être traités en égaux des Européens grâce au collège unique. Convaincue elle aussi d'être dans la bonne voie, celle d'une Algérie nouvelle et fraternelle, débarrassée à la fois des tueurs du F.L.N. et des gros exploitants, l'armée avait joué à fond la carte du référendum. Le « Oui à de Gaulle », la croix de Lorraine, le portrait de l'homme du 18 juin 1940 devenu l'homme providentiel du 4 juin 1958 s'étalaient partout, à chaque coin de rue dans les villes, sur les murs de toutes les maisons dans les petits villages nés de la colonisation. L'action psychologique en avait mis un sérieux coup...



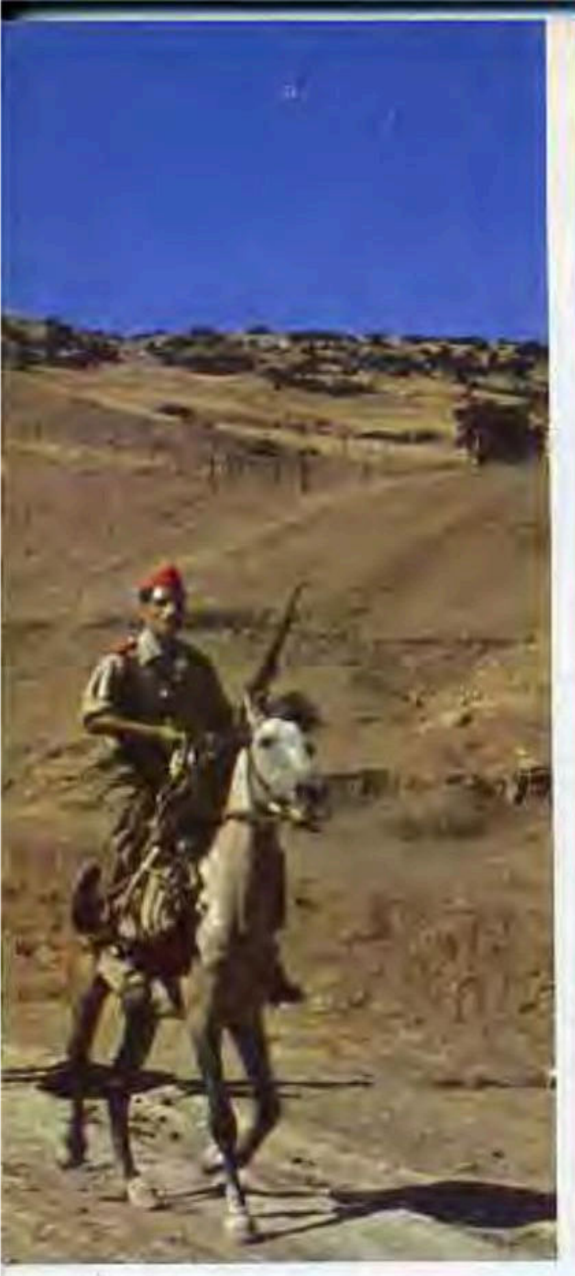
Le jour du scrutin, dans le bled, c'est par camions militaires entiers que musulmans et musulmanes s'étaient rendus de leur propre chef dans les bureaux de vote. Il n'avait pas fallu leur faire miroiter une distribution gratuite de semoule ou de blé, comme cela s'était fait dans un temps pas très ancien. Cet enthousiasme ponctué de « Vive de Gaulle ! » avait stupéfié les très nombreux observateurs étrangers. Même Jacques Soustelle avait sous-estimé l'importance de ce raz de marée. Interrogé sur la proportion des *oui*, le champion de l'intégration avait répondu : « 65 %, sans garantie. »

Du côté du F.L.N., la participation massive de l'électorat musulman pouvait à juste titre être considérée comme un échec cuisant. Les consignes d'abstention, voire les menaces, n'avaient eu aucune prise sur la population. Certes, l'armée — encore elle — avait mis en place un important dispositif de sécurité, mais aurait-il été efficace à 100 % si le F.L.N. avait eu les moyens de faire couler le sang ce jour-là ?

Sept mois plus tard, la preuve était faite que la masse musulmane, ne croyant plus à rien, s'était une nouvelle fois repliée dans son fatalisme et son silence comme dans une coquille. En effet, les élections municipales des 19 et 26 avril 1959, organisées dans les 1 485 communes des départements algériens, voyaient une forte augmentation du pourcentage des abstentions par rapport aux législatives de novembre 1958 : 56 % à Alger, 63 % à Sétif. Tirant la leçon de cette désaffection de l'électorat, le député d'Oran Pierre Laffont écrivait au lendemain du scrutin dans *l'Écho d'Oran*, qu'il dirigeait :



◀ Le bachagha Boualem, député d'Orléansville et vice-président de l'Assemblée nationale. Le 18 août 1959, il déclarera à la presse : « Les musulmans ont fait confiance au général de Gaulle, non pour qu'il leur fasse obtenir une paix négociée, mais pour qu'il fasse d'eux des Français à part entière... Il ne doit y avoir aucune paix négociée. »



▲ Patrouille de mokhazni. Les mokhazni sont des supplétifs dépendant du préfet d'arrondissement et chargés d'assurer la sécurité des S.A.S.



Oran. Déjà, sous le règne d'Abou Zaïn, de Tlemcen, son port était prospère. Sous l'impulsion française, la cité d'Oran est devenue le centre commercial le plus actif de l'Algérie, après Alger, et un très grand port maritime. *A gauche* : Pierre Laffont, député d'Oran et directeur de *l'Echo d'Oran*, avec le nouvel élu musulman, Ahmed Djebbour.



Azzem Ouali *(à gauche)* ▶ et Widem Lochez, au cours du dîner offert par le général Salan aux élus algériens, après les législatives de novembre 1958.

« La désertion des urnes par les Algériens ne s'explique pas seulement par le mode de scrutin. Elle tient à des causes plus graves dont la principale est l'éloignement dans lequel se trouve aujourd'hui la population musulmane vis-à-vis des hommes politiques européens. De surenchère en surenchère, on a réussi à annuler le résultat le plus heureux du 13 Mai : la réconciliation des communautés.

« En attaquant le chef de l'État, les dirigeants d'Alger ont obligé les musulmans — qui le considèrent comme leur grand chef — à en déduire qu'on était retombé dans les plus déplorables traditions d'autrefois. »

La fraternisation, l'intégration. C'est vrai que ces mots sonnaient faux en ce printemps de 1959. A Alger, le seul résultat appréciable de ces élections sans passion avait été de porter à la mairie un musulman profondément attaché à la France et marié à une Alsacienne : M. Bouaraouah. Mais le regard anxieux des pieds-noirs s'était depuis longtemps détourné du Forum, qui ne résonnait plus des clameurs populaires des journées de mai pour regarder de l'autre côté de la Méditerranée d'où soufflait le vent glacial qui dissipait avec une lenteur inhumaine à force d'être dosée et calculée tous leurs espoirs de rester et de mourir sur le sol natal.

Le F.L.N., lui, avait marqué le scrutin de son sceau habituel. A Alger, trois personnes tuées et six autres blessées par une bombe et une grenade. A Constantine, près d'un bureau de vote, deux fillettes et deux femmes musulmanes tuées par une grenade. A Bône, un candidat musulman enlevé. A Clairefontaine, dix électeurs musulmans kidnappés de la même façon. Le prix du sang, c'est la seule chose que les deux communautés, qui avaient cru un moment au miracle, pouvaient recommencer à partager, avec son cortège de larmes et de deuils. **H**

Francis ATTARD

CINQ MOIS P



J. Tesne

▲ L'hôpital de Tizi-Ouzou, en Grande Kabylie. La ville est comprise dans la zone 2 de la wilaya 3, fief du colonel Amirouche. La Kabylie est considérée par les chefs du F.L.N. comme le lieu où la sécurité est la plus grande.



Un guetteur français ▶ dans la forêt. En Grande Kabylie, les hivers sont rudes. Sur la montagne, la neige tombe abondamment et reste assez tard en saison. Dans cette région, dont le climat rappelle nos propres montagnes, on fit appel aux régiments de chasseurs alpins.

« MARCHE! » Que de fois, par la suite, je devais entendre cet ordre! Pour l'heure, une telle injonction me paraît absurde. Marcher! Dans ce chemin où je vais enfoncer dans la boue jusqu'au mollet.

Vraiment, ce qui m'arrive est inconcevable. Revenant de Tizi-Ouzou où j'ai fait admettre un de nos élèves à l'hôpital, j'étais encore, quelques minutes plus tôt, au volant de ma voiture. Depuis quatre ans que je roule sur cette route, tous ses détours me sont familiers. Le léger brouillard qui, par endroits, lèche le sol ce jour-là ne me gêne donc pas beaucoup. Nous sommes le 10 décembre; cette atmosphère humide et brumeuse est normale. Ce n'est pas pour cela que nous aurons de la neige à Noël... Noël sans neige..., ma foi, ce ne sera pas le premier... Noël sans lumière, car les poteaux électriques, régulièrement sciés, n'ont pas, cette fois, été relevés... Noël de guerre. Pendant que nous le fêterons, combien pleureront leurs morts! Voici Mekla, centre de la commune. Je regarde ma montre : 17 h 30. Encore trois kilomètres avant d'arriver à l'école de Djemaa-Saharidj. Un tournant en « épingle à cheveux »... une ligne droite... Je ralentis : devant moi, une section de goumiers, en file indienne, patrouille. Je double. Deux cents mètres plus haut, nouveau virage, puis la pente s'accentue, m'obligeant à rester « en seconde ». Tiens! à vingt mètres devant moi, un militaire a sauté du talus et me fait signe de ralentir. Sans doute est-ce l'avant-garde de la patrouille qui, ayant coupé à travers champs, s'apprête à traverser la route. Je rétrograde en première. Plus j'approche du militaire, plus son uniforme me paraît bizarre. La couleur marron n'a rien de commun avec celle des « treillis » français. Et quelle est cette casquette en laine, à la visière relevée? Soudain, je comprends : je me trouve en présence d'un soldat de l'A.L.N....

— Je suis instituteur à Djemaa-Saharidj.

— Bien, bien, nous avertirons ton directeur.

— Mais le directeur, c'est moi.

— Alors, te voilà averti!

Le deuxième homme (c'était le chef du commando) parut ne pas me croire. Je compris plus tard qu'il prêchait le faux pour apprendre le vrai :

— Non, tu n'es pas instituteur : tu es un officier en civil. Donne ton revolver.

Il explora en vain mes poches, fouilla la voiture, s'empara d'une serviette contenant mes papiers, puis, après m'avoir attaché les mains dans le dos avec son mouchoir :

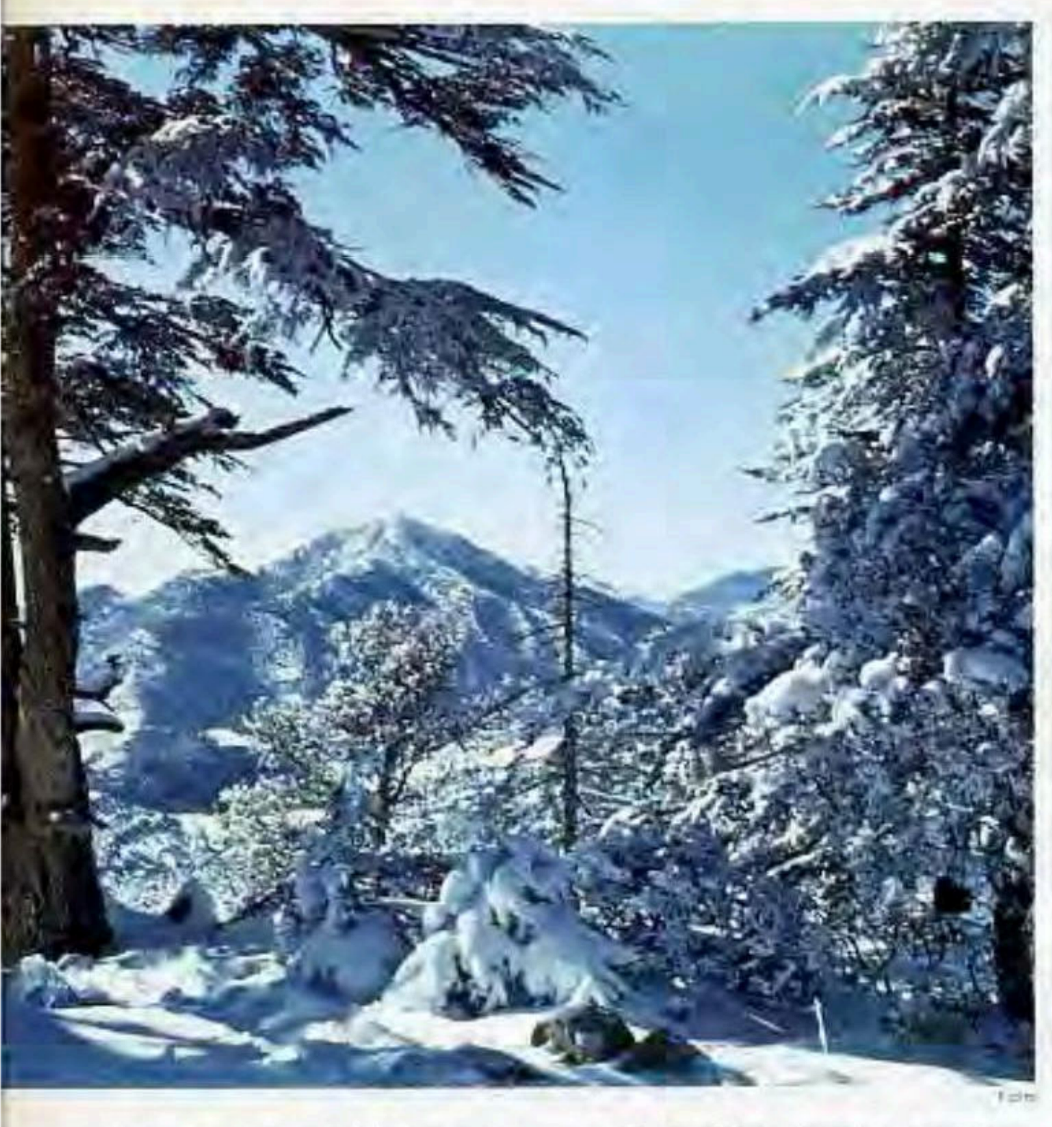
— Nous saurons si tu dis la vérité. De toute façon, tu n'as rien à craindre. Et si tu es réellement instituteur, tu ne tarderas pas à être libéré. Avance dans le chemin.

Je me mis en marche (que faire d'autre?). Au bout de quelque temps, comme je faisais remarquer que la position de mes bras ne favorisait guère mon



◀ Des femmes kabyles au travail. En Kabylie, la situation de la femme est supérieure à celle que lui assigne généralement la coutume islamique. Elle circule le visage non voilé. De plus, elle est épouse unique, la polygamie étant exceptionnelle en pays kabyle.

[P]RISONNIER DES "FELLS"





A gauche, la montagne kabyle. Avant la guerre, on y pratiquait les sports d'hiver, surtout à Tikjda, au centre du parc national du Djurdjura. *A droite*, Maxime Picard : fait prisonnier par l'A.L.N.

équilibre, le chef me délia les mains.

La nuit commençait à tomber. Nous allions d'un pas assez rapide sur la piste caillouteuse, prenant parfois à travers prés pour éviter les villages. Nous pénétrâmes dans l'un d'eux alors qu'il faisait déjà sombre. Une maison nous accueillit, classique maison kabyle, avec son unique pièce, garnie d'*akoufis* (1), éclairée par une lampe à huile, et dans laquelle rougeoyait et fumait un *kanoun*.

Après s'être restaurés, mes gardiens firent l'inventaire de mes papiers. Quand ils furent convaincus que j'étais bien directeur d'école, tous me répétèrent que ma captivité serait de courte durée. L'heure vint de reprendre la route. Entre-temps, la pluie s'était mise à tomber. On me donna un imperméable en matière plastique, puis, tout en s'excusant d'appliquer un ordre qui pouvait me paraître désagréable, l'un des soldats attacha à mon bras une grosse ficelle dont il prit le bout libre.

— Nous allons marcher longtemps. Es-tu fatigué ?

Non, je n'étais pas fatigué. Je désirais, au contraire, faire le plus long trajet possible, afin d'arriver au plus tôt auprès des chefs. La marche de nuit commença donc.

Il faut connaître le djebel kabyle, ses pistes où, à chaque pas, l'on bute contre une pierre, ses champs à la pente raide, ses oueds auxquels on accède par des sentiers escarpés, étroits et glissants et que l'on traverse en sautant de caillou en caillou, pour comprendre à quel point peut être harassante, pour un marcheur d'occasion, une étape de nuit. Je trébuchais, glissais, tombais, pestant et jurant, ne distinguant rien autour de moi, ne voyant l'obstacle que lorsque je me trouvais dessus.

Nous traversâmes plusieurs villages. A l'entrée de chacun d'eux, notre petite troupe s'arrêtait. L'homme qui ouvrait la marche s'éloignait ; on l'entendait parlementer, puis, revenant vers nous, il nous faisait signe d'avancer. Dans ces villages endormis, veillaient des sentinelles, ombres postées dans un coin de mur, derrière un arbre, et que notre approche tirait un instant de l'obscurité. Elles échangeaient quelques mots avec mes guides, puis disparaissaient à nouveau dans la nuit. Dans tous les villages, se retrouvait la même organisation : guetteur et *moussbilin* armés de fusils de chasse. Nous entrions parfois dans une maison servant de poste de garde. C'était partout le même spectacle de corps étendus sur des couvertures ou des nattes, de fusils et de revolvers suspendus aux murs ou posés à même le sol. Je me demandais comment ces maisons, véritables arsenaux, pouvaient reprendre, au matin, un aspect innocent et pacifique. Notre arrivée tirait ces hommes de leur sommeil ; ils dévisageaient le « roumi » avec une curiosité amusée, qui se changeait en une sorte de sympathie lorsqu'ils apprenaient que j'étais « cheikh la koul » (2). Nous nous arrêtâmes, vers 1 heure du matin, dans une de ces maisons où l'on nous offrit du couscous et du café. Le repas achevé, mes gardiens s'étendirent sur des couvertures et s'endormirent bientôt.

La journée qui suivit me parut interminable. Nous ne pouvions pas marcher, risquant d'être repérés par l'armée française. Il me fallut donc attendre tout le jour, enfermé dans la maison avec une sentinelle. Enfin, vers 18 heures, nous nous remîmes en route.

Dans un village

Cette nuit fut identique à la précédente : marche éreintante, traversée de villages, arrêt dans certaines maisons, rencontre d'agents de liaison transportant, à dos de mulet, courrier et ravitaillement.

J'avais, en cours de route, tout le temps nécessaire pour réfléchir à mon aventure. Je me posais souvent la question suivante : que va-t-il advenir de moi ?

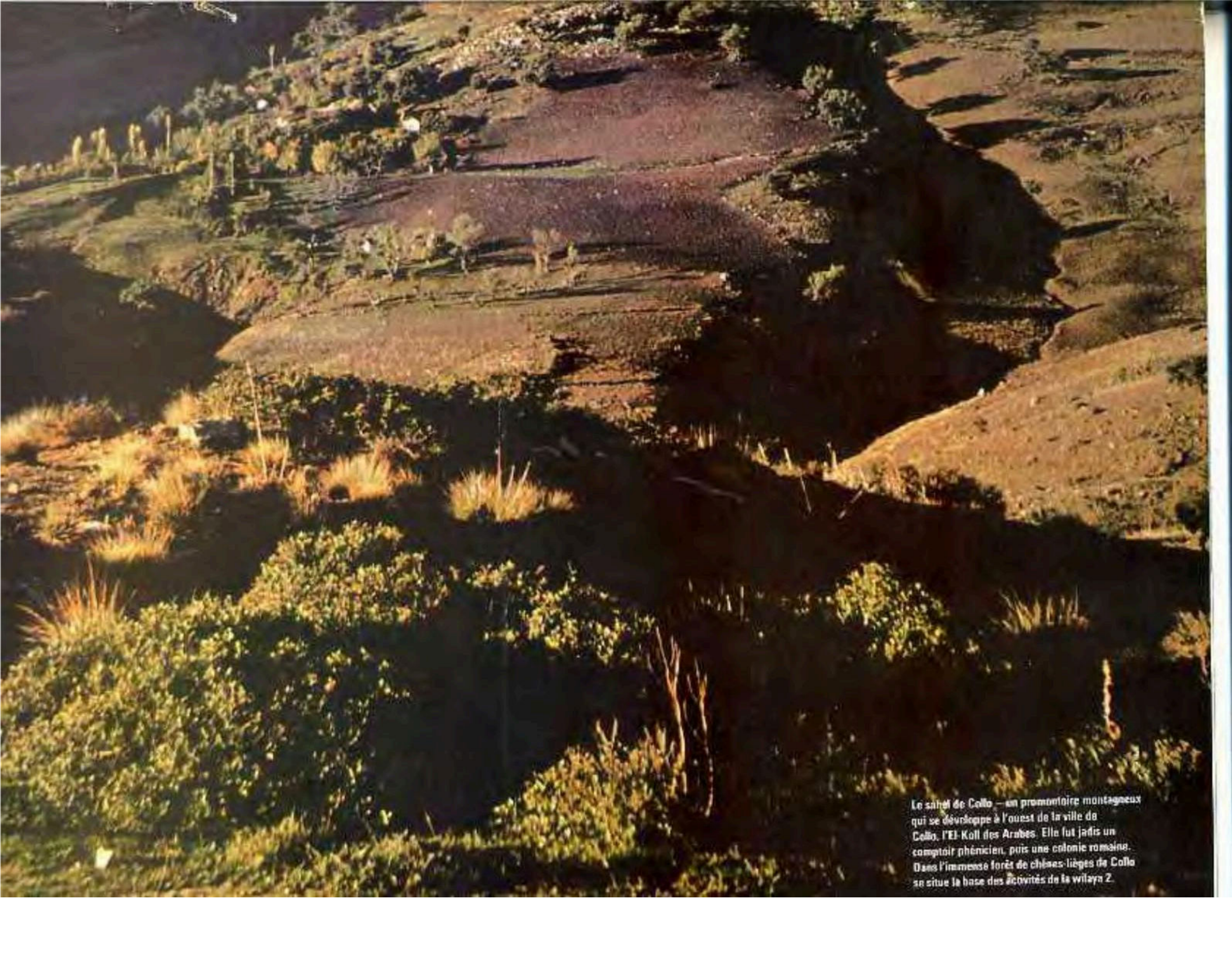
Nous étions arrivés, à l'issue de cette seconde marche de nuit, dans un gros village où nous fûmes conduits à la

(Suite page 1932)

(1) Récipients en terre cuite [illegible] le grain, les [illegible]

(2) Maître d'école.





Le sahel de Collo — un promontoire montagneux qui se développe à l'ouest de la ville de Collo, l'El-Koll des Arabes. Elle fut jadis un comptoir phénicien, puis une colonie romaine. Dans l'immense forêt de chênes-lièges de Collo se situe la base des activités de la wilaya 2.

en zone interdite...

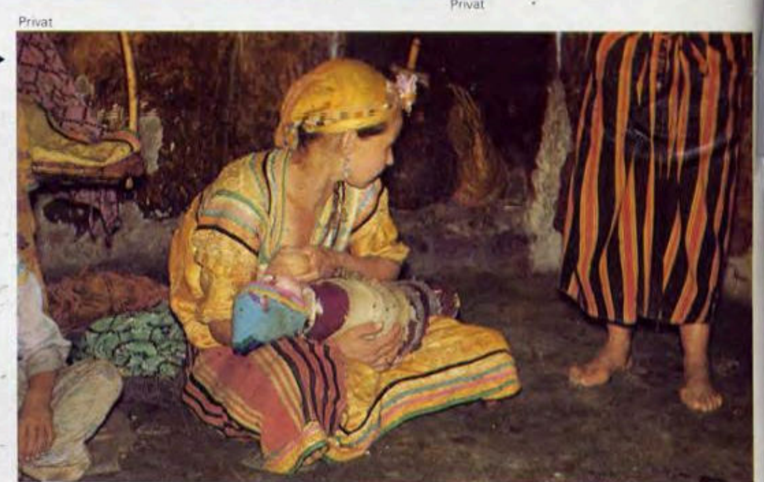
(Suite de la page 1929)

« boîte » (1). Deux hommes s'y reposaient, qui relevèrent la tête à notre entrée et se mirent à bavarder en kabyle avec mes guides. Dès les premières paroles, je crus comprendre les mots « condamné à mort » : il ne pouvait être question que de moi... Mon imagination se mit à travailler, aidée sans doute par l'état de lassitude dans lequel je me trouvais... J'étais donc condamné à mort ; j'avais fait tout ce chemin pour être amené dans ce village où, certains de leur impunité, les rebelles allaient m'exécuter ! De quelle façon ? La plus horrible, sûrement... Inutile de dire que, bien qu'allongé sur une couverture, je ne m'endormis pas. J'essayais parfois de raisonner, me démontrant que ces idées n'étaient dues qu'à mon imagination, mais la peur reprenait le dessus.



◀ A Tassaft, en Kabylie, une femme « roule » le couscous. Dans les maisons kabyles, le mobilier se compose généralement de bancs de maçonnerie sur lesquels sont posées des nattes, d'un coffre grossier et d'ustensiles de ménage en bois ou en poterie. Les habitants s'éclairent avec une lampe à huile.

Privat



Privat

Un intérieur kabyle. A ▶ gauche, on aperçoit un berceau suspendu fait en racines d'olivier. Dans toutes les demeures, on trouve d'énormes jarres ou *akoufis*, parfois curieusement décorées, de formes différentes selon les régions, dans lesquelles sont rangées les provisions de bouche : grain, huile, figues sèches. Malgré leur pauvreté, les Kabyles sont très hospitaliers.

Un rasoir-couteau

Il y avait quelques heures que je me reposais quand la porte s'ouvrit et que pénétrèrent deux hommes à l'habit moitié civil, moitié militaire. L'un, de taille moyenne, paraissait âgé d'une quarantaine d'années ; je lui trouvai l'air sévère. L'autre, plus grand et plus jeune, me parut, dès l'abord, vraiment antipathique. A voir leurs chaussures couvertes de boue fraîche, on devinait que ces deux hommes venaient d'accomplir une longue marche. Ils s'installèrent pour se reposer. Le plus jeune commença par vider ses poches. Quelle ne fut pas mon émotion quand je distinguai, parmi les objets qu'il posait près de lui, un rasoir-couteau ! Je crus voir là l'instrument qui allait bientôt exécuter la sentence prononcée contre moi...

Le matin arriva enfin. Pendant toute la journée, ce fut un défilé de visiteurs dans cette pièce étroite. A chaque nouvelle arrivée, je guettais les paroles échangées et trouvais presque toujours une raison supplémentaire pour croire au triste sort que j'imaginais. Deux chefs locaux nous rendirent visite. Je leur demandai de me faire savoir le moment et l'endroit de mon supplice et de me dire si j'allais subir de nombreuses tortures. Je me rendis compte combien mes questions froissèrent mes interlocuteurs.

— Vous êtes un prisonnier, me répondirent-ils, et, comme tel, protégé par les lois de la guerre. On a dû vous raconter pas mal de mensonges sur notre façon d'agir. Mais n'ayez crainte : il ne vous sera fait aucun mal. Vous pouvez faire confiance aux combattants algériens.

Ces paroles me firent reprendre espoir... quelques heures. En fin d'après-



Bellot

◀ Scène familiale. En pays kabyle, la vie municipale a toujours été très active. Avant la conquête du pays par la France, chaque village, ou *thaddert*, formait une petite république autonome, placée sous la souveraineté de la *djemaa*, composée de tous les hommes ayant atteint leur majorité. Mais en réalité, c'étaient seulement les chefs de famille, les vieillards et les notables qui prenaient la parole.

midi, je compris que les deux hommes arrivés dans la nuit allaient me prendre en charge. Des ordres leur étaient donnés, que j'essayai encore de comprendre. Il me sembla que je devais être conduit dans une maison isolée près de laquelle nous étions passés, la nuit précédente, et qui, à mon avis, devait être un endroit idéal pour se débarrasser d'un gêneur. Mes nouveaux guides s'équipèrent, imités par un seul des gars du commando. Puis, tous les quatre, nous partîmes. Nous suivions le chemin emprunté la veille. Je tâchai de m'orienter : bientôt, nous allions arriver à un carrefour ; si nous tournions à gauche, c'était pour nous diriger vers la maison isolée (donc, vers mon supplice) ; si nous prenions à droite, j'étais sauvé. Nous arrivâmes, en effet, au carrefour.

— Arrête-toi, dit le plus vieux de mes guides, puis il s'isola derrière un buisson.

Nous attendîmes quelques minutes. Quelle angoisse, pendant cette attente, à la pensée d'être conduit à la sinistre maison, mais aussi quel fol espoir d'être acheminé par la piste de droite !...

— Allez, marche, ordonna enfin l'un de mes compagnons, en me faisant signe de me diriger à droite.

Je l'aurais embrassé !...

— Tu vois ces montagnes ? ajouta-t-il en me montrant l'horizon ; demain matin, nous serons de l'autre côté.

Je me sentais capable de faire le double de chemin !

Nous étions dimanche. Arrêté le mercredi, j'avais marché quatre nuits. A la fin de la troisième, nous avions pénétré en zone interdite, vaste espace montagneux et couvert de forêts, où les rebelles ont établi leurs camps. Au matin du dimanche, nous avions découvert des baraques recouvertes de bâ-

(1) Maison dans laquelle se retrouvent les chefs de compagnie, les secrétaires, les agents de liaison, où l'on peut dormir et prendre ses repas, et P.C. local où se transmettent les ordres.



Fotei

◀ Les femmes de Tassaft vont chercher de l'eau à la fontaine. La Kabyle est plus libre que les autres musulmanes, mais sa vie est bien plus rude. Elle est souvent astreinte aux durs travaux des champs.

ches : nous étions arrivés au P.C. « zonal ». A mon grand dépit, je n'y trouvai ni Amirouche ni ses adjoints. Un lieutenant et des secrétaires m'interrogèrent sur mon identité, puis je passai la journée à attendre. En fin d'après-midi, je fus confié à trois hommes qui me firent accomplir une nouvelle marche d'une heure et demie : nous arrivâmes à la baraque où je pénétrais à présent.

— Bonsoir, messieurs.

Plusieurs voix me répondirent. Je ne compris pas tout d'abord où je me trouvais. Puis, au bout d'un instant, la vérité m'apparut.

— Vous êtes des prisonniers ?

— Oui, nous sommes prisonniers, me répondit un homme d'une cinquantaine d'années, en me montrant ses mains liées par une chaîne. Nous sommes six civils et six militaires.

Un soldat vint, portant une chaîne qu'à l'aide d'un cadenas il fixa comme des menottes autour de mes poignets.

Cette « formalité » accomplie, je dus raconter ma capture et, à mon tour, j'interrogeai les autres prisonniers. Tous les civils avaient, comme moi, été pris sur la route, au volant de leur voiture ou de leur camion.

Quant aux militaires, quatre d'entre eux, des spahis : Pierre, Robert, Ingenio et Michel, avaient été capturés dix mois plus tôt dans un poste du Sud constantinois que trois cents rebelles avaient assiégé et investi.

J'appris encore qu'une trentaine de gardiens étaient affectés à la surveillance des prisonniers, sous les ordres d'un sergent-chef, de deux sergents et de quatre caporaux. Des sentinelles, relevées toutes les deux heures, armées d'une mitraillette, assuraient une garde permanente dans la baraque. Cette dernière était de construction toute récente, et n'était occupée que depuis le matin même. Mes nouveaux camarades et leurs gardiens avaient, auparavant, habité dans des baraques semblables, construites dans une autre partie de la forêt...

— Marche-t-on beaucoup ?

— Quand les militaires français déclenchent une opération dans la région, me répondit un prisonnier. Lorsque le coin devient trop malsain, on change de camp.

Le couscous nous fut servi vers 22 heures dans deux grands plats autour desquels nous prîmes place, chacun armé de sa cuiller.

— Si vous aimez ça, tant mieux pour vous, fit remarquer un de mes compagnons : vous en aurez tous les soirs. A midi, c'est la galette et du bouillon. Le matin, nous avons du café et parfois du lait, avec un petit morceau de galette. Jusqu'à présent, le ravitaillement est correct.

J'écoutai ces explications d'une oreille distraite : je n'avais pas faim.

Poux et corvées

Dès le lendemain, je me familiarisai avec la vie du camp. Nous pouvions sortir, si nous le désirions, trois fois par jour pour nous rendre aux w.-c. La durée de chaque sortie ne dépassait guère cinq minutes et la surveillance était assurée par trois ou quatre sentinelles armées. Je pus me rendre compte que le camp était constitué par trois baraques : celle des prisonniers, celle des gardiens et une dernière qui servait à nos geôliers de cuisine et d'entrepôt. Ces baraques étaient toutes bâties sur le même style : parties latérales faites de branchages reliés entre eux par des lianes, toit de bâche. Construites au milieu d'une épaisse forêt de chênes-lièges, ces cabanes bénéficiaient d'un camouflage naturel ; de plus, des branches fraîchement coupées, placées sur le toit, les rendaient invisibles.

Quelques corvées coupaient la monotonie de la journée : corvée d'eau matin et soir (un oued coulait à 200 mètres du camp), corvée de bois, en fin d'après-midi.

Nous pouvions parler librement entre nous, durant la journée, à condition, bien sûr, de ne pas élever la voix. Je demandai à mes compagnons s'ils avaient vu Amirouche. Seuls les militaires le connaissaient.

Les journées défilèrent, interminables. Nous demeurions constamment allongés ▶

le colonel Amirouche, l'arme à la bretelle, salua militairement



ou assis sur des sacs de toile. Le matin, nous attendions le soir; le soir, nous attendions le jour. Nous restions parfois des heures sans rien dire. Ou bien de longues discussions s'engageaient, auxquelles prenaient part nos gardiens qui, tous, parlaient plus ou moins bien français. C'étaient, pour la plupart, des hommes de vingt-cinq à trente ans, qui avaient pris le maquis dès le début de la rébellion. Ils nous posaient mille questions relatives à notre profession, notre famille, nos projets pour l'époque où nous serions libérés. Ils discutaient avec nous des nouvelles qu'ils apprenaient grâce à leur poste radio (l'éditorial de Jean Grandmoujin et les informations de Radio-Le Caire étaient les plus commentés).

Souvent, nous jouions, entre prisonniers, à ces petits jeux dits « de société » : jeux des proverbes, des métiers, des portraits. Les heures nous semblaient ainsi moins longues. Mais le passe-temps le plus efficace était, sans aucun doute, la séance d'épouillage. Nous ne pouvions nous laver que très rarement et, quand nous le faisions, c'était de façon sommaire. Les poux pullulaient sur notre corps, nous causant des démangeaisons intolérables. Une ou deux fois par jour, nous nous débarrassions, dans la mesure du possible, de ces indésirables.

A l'écart des pistes

On pourrait penser que la camaraderie et la solidarité régnaient au sein de notre groupe. Il n'en était rien. Chacun de nous vivait son existence personnelle, se souciant peu de celle du voisin. C'était assez démoralisant. Je pense que cet état de choses provenait d'une cause peut-être mesquine, mais qui avait, cependant, son importance : la nourriture. Le camp où nous nous trouvions était situé à l'écart des pistes de passage ; nous étions isolés, à une distance assez importante des services d'intendance établis, eux aussi, dans la forêt. Prisonniers et gardiens étaient soumis aux mêmes restrictions. Au début de ma captivité, je ne fus pas trop éprouvé par ce manque de nourriture, n'ayant pas d'appétit. Mais, au bout d'une dizaine de jours, je commençai, moi aussi, à avoir faim. Aux heures des repas, nous étions divisés en deux équipes qui se répartissaient chacune autour d'un plat. Les cuillers plongeaient dans le couscous ou le bouillon avec le même rythme. Si l'un des prisonniers mangeait plus rapidement que ses camarades, il se faisait vertement rappeler à l'ordre. Les cuillerées de couscous étaient tassées, énormes; il fallait se décrocher les mâchoires pour pouvoir les faire entrer dans la bouche. Et l'on était toujours à reprocher au voisin de manger trop vite ou de « charger sa cuiller comme un wagon ».

Le soir de Noël arriva. Puissé-je ne plus passer dans de semblables conditions cette fête qui, donnant tant de joie aux enfants, apporte tant de plaisir aux grands !...

Nous attendions chaque jour la visite d'Amirouche.

Le 29 décembre après-midi, le chef du camp nous ordonna de plier nos couvertures et de rectifier notre tenue. Quelques minutes après, Amirouche entrait dans notre baraque.

Nous nous levâmes. Amirouche salua militairement. C'était un homme assez grand, sec, dont les traits marqués reflétaient la force de caractère. Il portait l'uniforme : pantalon et blouson de drap, bonnet de laine kaki ; une carabine américaine était accrochée par la bretelle à son épaule. Le colonel serra la main aux *djounoud* présents, échangea familièrement quelques mots avec eux, puis il demanda au sergent-chef de lui présenter les derniers arrivants. Tous les civils avancèrent au centre de la baraque et firent cercle autour d'Amirouche. Celui-ci, en fort bon français, demanda à chacun de nous des précisions sur son état civil, son domicile, les conditions de son arrestation. La façon dont il menait cet interrogatoire montrait qu'il était au courant de tout ce qui nous concernait.

Je demandai si notre captivité devait se prolonger encore longtemps.

— Nous prendrons des renseignements sur vous tous et, s'ils sont bons, nous aviserons.

Notre camarade Raymond demanda des précisions sur le sort des militaires.

— La Croix-Rouge internationale ne peut toujours pas pénétrer en Algérie.



Un prisonnier français ▶ entouré de femmes kabyles. Elles rient de bon cœur, mais l'une d'elles garde le doigt sur la détente. Les prisonniers seront parfois fort bien traités, parfois massacrés. Leur sort, en fait, sera souvent tragique. Combien ne seront jamais retrouvés ! Ou seront retrouvés la gorge ouverte et mutilés de façon atroce...

◀ Fort-National, en Grande Kabylie. L'autorité de la France y est pratiquement nulle. Lors du référendum de 1958, la proportion des *oui* par rapport aux inscrits fut inférieure à 60 % dans trois zones de Kabylie : Azazga, Fort-National et Akbou, fiefs de l'A.L.N.



Dans ce petit poste français perdu dans les neiges de Kabylie, des hommes guettent. Parfois, la nuit, ils sont attaqués par des unités de l'A.L.N. vraiment puissantes. En wilaya 3, les groupes ont réellement onze hommes et les bataillons trois cent cinquante... ▶

Ecrivez à vos familles et demandez-leur de faire des pétitions auprès de votre gouvernement.

Cette visite nous plongea évidemment dans une grande consternation. Ainsi, nous avions tant espéré pour en arriver là !... L'avenir nous apparaissait encore plus noir qu'il n'avait jamais été. Et pourtant, l'espoir est si tenace au cœur des hommes que nous trouvâmes des raisons d'espérer. Amirouche devait prendre des renseignements sur les civils. Nous avions tous le sentiment de nous être toujours conduits convenablement envers les musulmans. Les renseignements qui seraient donnés ne pouvaient qu'être favorables. Les lettres des militaires inciteraient leurs familles à remuer ciel et terre pour obtenir l'intervention en Algérie de la Croix-Rouge internationale.

Le médecin : un héros du Vercors

Le soir, les lettres furent ramassées : le chef du camp les porterait au P.C. où elles seraient contrôlées. Ensuite, acheminées par un service de liaison jusqu'à une ville (différente à chaque expédition), elles y seraient postées ; là, ne risquaient-elles pas la censure ? Leur arrivée à destination était donc aléatoire ; mais nous avions confiance. Une fois libéré, j'appris que, sur les six lettres que j'avais écrites, trois étaient parvenues à ma femme et une à l'un de mes oncles.



Nous espérions une autre visite : celle du médecin du secteur. Dernier arrivé, j'étais le seul à ne jamais l'avoir vu.

C'était un homme d'environ quarante-cinq ans, grand et fort, portant lui aussi l'uniforme kaki et le bonnet de laine. Une de ses manches était ornée d'un brassard blanc décoré d'un croissant rouge (je sus par la suite que le « toubib » était représentant, dans la wilaya 3 du Croissant-Rouge algérien, organisme qui correspond à notre Croix-Rouge). Il avait fait ses études en métropole. Héros de la Résistance française, il s'était battu dans le Vercors. Il connaissait bien le Dauphiné et la Savoie.

Ce fut quelques jours après la visite du docteur que nous fîmes nos premières marches. Depuis mon arrestation, nous n'avions pas subi d'alerte. Presque tous les jours, des avions de reconnaissance et de chasse nous survolaient. Mais notre camouflage était inviolable et les bombardements, les mitraillages que nous entendions, se produisaient à une distance rassurante. Un soir, le chef du camp vint nous avertir que l'armée française allait déclencher un « ratissage » dans la région (il est assez curieux de remarquer que nous fûmes toujours avertis la veille des opérations, excepté deux matins où nous nous trouvâmes surpris). Nous pliâmes nos couvertures, emballâmes les boîtes de lait condensé qui nous servaient de quart et de gamelle, mîmes nos cuillers dans notre poche et attendîmes le signal du départ. Celui-ci eut lieu à la nuit tombante.

Un caporal nous appela l'un après l'autre et, à l'aide de longues chaînes, nous attacha par groupes de quatre ou cinq. Cette formation devait permettre à nos gardiens de nous surveiller aisément, mais allait rendre notre marche encore plus pénible. Nous marchâmes toute la nuit, nous arrêtant parfois quelques minutes pour nous reposer. Nous enjambions des oueds dans lesquels nous prenions des bains de pieds forcés. Nous traversions des villages évacués que les bombardements avaient transformés en ruines noirâtres, pitoyables à voir. Nous passâmes la journée suivante à l'abri des chênes-lièges, puis, le soir, regagnâmes notre camp : l'opération était terminée.

Le mois de janvier nous amena de nouveaux compagnons ; ce fut d'abord le chasseur alpin Marcel, enlevé alors que, sortant de l'hôpital, il regagnait son corps. Puis Joël et René, deux jeunes instructeurs, arrêtés dans leur école.

Descendant de Chopin

Je m'étais pris d'amitié pour Joël, devenu mon voisin. C'était un grand garçon de dix-neuf ans, de constitution assez faible, mais d'une intelligence et d'une sensibilité étonnantes. Nous passions des journées à parler littérature, politique et surtout musique ; descendant de Chopin, dilettante par atavisme, il avait des connaissances musicales prodigieuses ; il aimait me raconter les opéras qu'il préférait, agrémentait son récit en fredonnant les « grands airs » de sa voix de basse.

Cependant, notre coin devenait de moins en moins tranquille. Les opérations militaires se multipliaient, nous obligeant à des marches de plus en plus fréquentes et pénibles. Nous restions plusieurs jours en route, nous nourrissant de pissenlits, d'ail sauvage, de chardons. Nous restâmes une fois quarante-huit heures avec quatre morceaux de sucre pour tout ravitaillement. Un matin, nous fûmes surpris par des hélicoptères qui larguaient des soldats sur ▶

au petit matin, huit hommes manquaient


Lardier

◄Un *Piper* surveille la région. Mais le pilote a peu de chances de voir des maquisards. Les *djounoud* se déplacent rarement de jour, ou s'ils le font, ils sont toujours très bien camouflés.

Un groupe d'enfants ► pose avec grâce pour le photographe. En Kabylie, le taux de natalité, du fait de l'action efficace des services d'hygiène, est devenu très supérieur à celui de la mortalité.

les crêtes environnantes. Rapidement enchaînés, nous dûmes dégringoler le long d'un oued, nous cachant de notre mieux parmi les rochers et les broussailles chaque fois qu'un avion ou un hélicoptère passait au-dessus de nos têtes. C'est à la suite de cette pénible sortie que nos gardiens décidèrent de supprimer les chaînes qui nous reliaient les uns aux autres au cours des marches.

Le 12 mars, un nouveau ratissage fut déclenché. Partis dès le matin, nous passâmes la journée en forêt. La pluie tomba tout le jour, traversant nos minces vêtements. Nous étions tapis sous les broussailles, sans mot dire, attendant la fin de l'alerte. Tout à coup, nous entendîmes parler français; nous sûmes plus tard que les militaires étaient passés à environ vingt mètres de nous, de l'autre côté de l'oued. Le soir, nous quittâmes notre cachette et reprîmes la piste. Nous pensions regagner nos baraques; il n'en fut rien, et nos gardiens, interrogés, nous dirent que nous allions marcher une partie de la nuit. Une heure après, nous passions silencieusement entre deux feux de camp allumés par les militaires. L'orage éclata vers 22 heures. Ce fut terrible; jamais, de notre captivité, nous ne connûmes une nuit identique à celle-là. Foudre, pluie, grêle, neige, vent furent nos compagnons de route. Les pistes se transformaient en torrents; les oueds étaient en crue : nous y entrions jusqu'au ventre pour les traverser. Nous ne distinguions rien à cinquante centimètres devant nous et, pour ne pas nous perdre, nous étions obligés de tenir l'homme qui nous précédait.

Je vis certains de nos gardiens, pourtant beaucoup plus endurcis que les prisonniers, tituber et s'étendre, malgré le froid, dans le fossé, vaincus par le sommeil et la fatigue. Je crus, à un moment, ne plus pouvoir avancer : mes chaussures glissaient sur un talus enneigé à pente raide, mes muscles ne « répondaient » plus. Le *djoundi* qui m'avait sous sa garde me prit la main et me remorqua pendant une cinquantaine de mètres, jusqu'au moment où je pus retrouver, sans aide, l'usage de mes jambes. Au petit matin, nous arrivâmes dans un refuge où nous pûmes nous réchauffer et faire sécher nos habits à la flamme d'un feu bienfaisant. Huit de nos compagnons manquaient. Nous devions, deux jours après, en retrouver quatre au camp. N'ayant pu marcher, ils s'étaient cachés dans la forêt avec leurs gardiens. Deux avaient perdu une chaussure au cours de la marche; ils étaient cruellement blessés à un pied. Les quatre autres, nous ne devions plus les revoir.

Les blessés furent soignés; le médecin vint leur faire des piqûres de pénicilline, et laissa du mercurochrome et des bandes de pansement. Infirmier bénévole, je nettoyais chaque soir les plaies de mes camarades; mais le mal empira. Les blessés furent conduits à dos de mulet jusqu'à l'infirmerie, établie à plusieurs heures de marche de là. Tous les soins qu'ils reçurent ne purent les empêcher de mourir de la gangrène.

« Ça y est, les gars ! »

Les opérations se multipliaient aux alentours, nous obligeant à sortir quotidiennement (les baraques, jusqu'à présent, n'avaient pas été découvertes, mais elles pourraient bien l'être un jour). Le ravitaillement se faisait de plus en plus difficile; nous maigrissions à vue d'œil. Toutes ces raisons firent qu'un jour nous apprîmes que notre camp allait être transféré dans un autre secteur.

Le déplacement se fit de jour car nous n'avions pas à quitter la forêt où nous pouvions marcher sans crainte d'être repérés. D'autres baraques furent construites. Le coin était calme, et, de ce fait, nos sorties se firent beaucoup moins fréquentes. Le docteur pouvait venir nous voir plus souvent. A chacune de ses visites, il nous examinait si nous le désirions. Il nous apportait de la poudre D.D.T., s'employait à améliorer notre ordinaire. Un jour, il nous envoya un infirmier qui fit aux gardiens comme aux prisonniers des piqûres de vitamine B 1, B 12.

Le lundi de Pâques, deux commandants de l'A.L.N. étaient venus nous voir : Si Abderrahmane Mira et Si Mohand Ou el-Hadj. Mira, qui arrivait de Tunisie, portait ce jour-là l'uniforme des parachutistes allemands. Les deux officiers nous avaient annoncé que notre libération dépendait, aussi bien pour les civils que pour les militaires, de l'inter-

Coll. particulière



R. Vautier

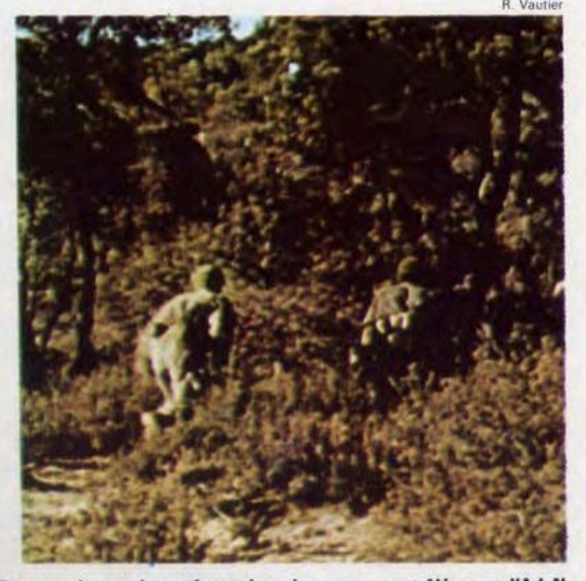


Photo de gauche : les équipes du Croissant-Rouge soignent les enfants dans les zones contrôlées par l'A.L.N. comme fait la Croix-Rouge dans les régions contrôlées par les Français. *A droite :* des maquisards du F.L.N.



vention de la Croix-Rouge internationale. Si nous le désirions, nous pouvions écrire à la presse pour alerter l'opinion publique sur notre sort et hâter ainsi les démarches de la Croix-Rouge.

Les jours suivants nous virent donc élaborer lettres et pétitions destinées à plusieurs journaux. J'adressai un important courrier à ma femme, lui demandant de rentrer en France, afin de s'occuper de la parution de nos écrits. La lettre subit un très long retard dans son acheminement et nous fûmes libérés avant que la presse eût pu être avertie.

Au début du mois de mai, le médecin nous fit une nouvelle visite. A son départ, nous étions à peu près certains de notre libération prochaine. Il nous avait en effet annoncé que celle-ci n'était plus qu' « une question de petites semaines ».

Le lundi 11 mai, Mira, en grande tenue, entra dans la baraque et nous parla en ces termes :

– Ça y est, les gars, j'ai une bonne nouvelle à vous annoncer : dans une semaine, vous serez libérés. Nous vous remettrons, civils et militaires, entre les mains de la Croix-Rouge internationale.

Il dut répéter la bonne nouvelle, tant nous étions incrédules.

Au bord de la route

Ces derniers jours furent faits d'espoir et aussi de crainte : nous redoutions qu'une opération militaire ne nous obligeât à un nouveau déplacement qui aurait retardé notre libération.

Le samedi 16, vers 14 heures, le médecin arriva, accompagné d'un lieutenant, secrétaire de la wilaya, et d'un infirmier. Le toubib fit tomber nos chaînes ; nous étions des hommes libres ! L'instant d'après, nous avions revêtu les vêtements neufs que l'infirmier avait apportés. Le secrétaire de la wilaya rendit à chacun l'argent qui lui avait été confisqué lors de son arrestation, et promit de nous faire parvenir nos papiers à l'étape du lendemain, ce qui fut fait. Quelques heures après, une section de *djounoud* arriva au camp ; c'était notre escorte.

Jamais nous n'avions marché de si bon cœur ! Au bout de quatre heures, nous nous arrêtâmes dans la forêt et passâmes le reste de la nuit et de la journée du lendemain dans un refuge. Le dimanche soir, nouvelle marche de trois heures et halte, cette fois, dans un village. Enfin, le lundi après-midi, nous fûmes relâchés au bord de la route nationale, à proximité de Yakouren.

Le sous-lieutenant du génie qui nous aperçut le premier comprit tout de suite qui étaient ces quinze hommes qui marchaient en gesticulant et en brandissant des tricots blancs en guise de drapeaux de parlementaire. Des jeeps vinrent à notre rencontre. Visages heureux, congratulations, première cigarette, première canette de bière, premier repas (je crois que nous avons épuisé les réserves du mess des officiers de Yakouren...). Puis ce fut le transport par hélicoptère jusqu'à Tizi-Ouzou. Conduits à l'hôpital, nous y fûmes dorlotés par l'armée pendant vingt-quatre heures. Enfin, le 19, à 17 heures, j'embarquai, avec mon camarade Édouard, dans un petit hélicoptère dont le pilote avait pour mission de nous ramener « chez nous ». Nous laissâmes Édouard à Fort-National et reprîmes notre vol jusqu'à Djemaa-Saharidj.

Je ne me souviens pas du nombre exact de bouteilles de champagne que nous avons vidées ce soir-là, déplorant cependant l'absence de ma femme et de ma fille, parties pour la métropole une semaine seulement auparavant.

Je retrouvai l'école telle que je l'avais quittée, et même avec des aménagements supplémentaires.

Mercredi, 20 mai, 10 heures. La sonnerie du téléphone, une fois de plus, vient de retentir.

– Allô ! On vous parle de La Côte-Saint-André.

J'attends, en effet, un « coup de fil » de ma femme, avertie, la veille au soir, de mon retour.

– Allô ! demandeur, parlez...

J'entends la voix de ma femme :

– C'est bien toi ?... Je ne reconnais pas ta voix... Viens vite, tout le monde est impatient ici... Prends l'avion, pas le bateau.

Puis c'est ma fille :

– Bonjour, papa, viens vite !...

Ma femme a repris l'appareil. Je la questionne :

– As-tu pensé à ce que nous pourrions faire à la rentrée ?

La réponse est rapide, nette :

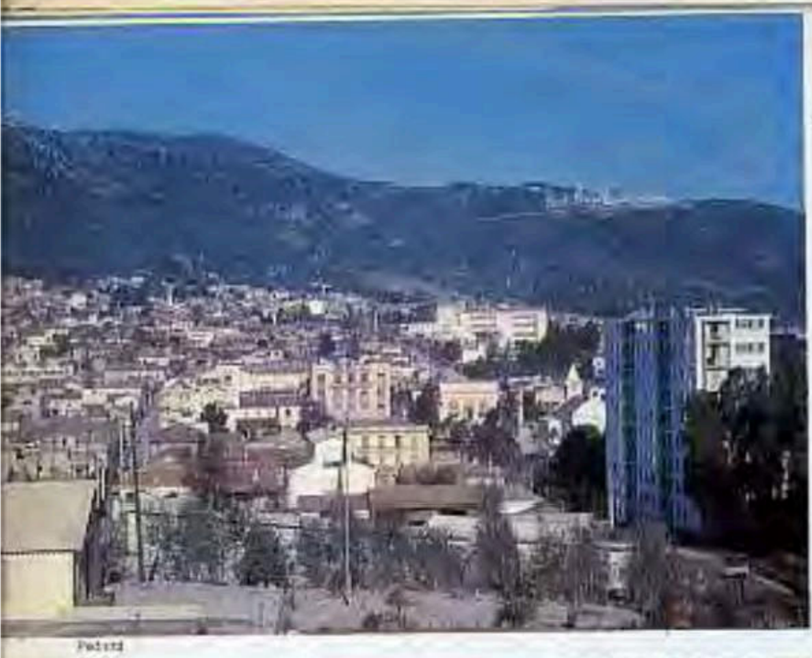
– Tu décideras comme tu l'entendras ; quant à moi, si tu veux mon avis, j'aimerais retourner à Djemaa-Saharidj...

C'est bien décidé : à la rentrée scolaire d'octobre, nous reviendrons ! H

Maxime PICARD

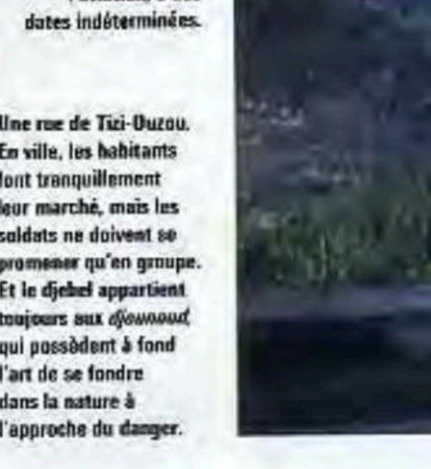


Petit village de Grande Kabylie. Au loin, la chaîne du Djurdjura, longue de 40 kilomètres environ, dont les crêtes hardies, d'une altitude moyenne de 2 000 mètres, sont souvent couvertes de neige jusqu'au mois de juin.



◄ Tizi-Ouzou, au sud du djebel Beloua. Une région qu'on dit pacifiée mais où il ne fait pas bon circuler sans escorte militaire. Seuls, en fait, les cars et les camions de ceux qui paient une redevance au F.L.N. échappent aux attaques des *moudjahidin*.

Départ d'un convoi. ► Les voitures civiles sont placées entre les véhicules militaires. Le convoi le plus important est celui de Port-Gueydon, qui part deux fois par mois de Tizi-Ouzou, protégé par l'aviation, à des dates indéterminées.





◄ Une rue de Tizi-Ouzou. En ville, les habitants font tranquillement leur marché, mais les soldats ne doivent se promener qu'en groupe. Et le djebel appartient toujours aux *djounoud*, qui possèdent à fond l'art de se fondre dans la nature à l'approche du danger.



CONVOI POUR TIDMIMINE...

PRINTEMPS de 1959. Nous sommes à Tizi-Ouzou, principal centre administratif de cette Kabylie dont le préfet aurait dit récemment qu'on peut « en faire trois fois le tour sans entendre un seul coup de fusil ».

Il est 7 heures du matin. Au poste militaire qui contrôle la sortie de la ville en direction d'Azazga, une trentaine d'automobiles sont garées sur le côté de la route; au volant, quelques Français et des Kabyles, certains accompagnés de leur famille, d'autres emportant avec eux un chargement de colis divers. Ils attendent patiemment de savoir si le convoi vers l'est partira aujourd'hui.

Ils étaient là hier, ils étaient là avant-hier, à la même heure; ils avaient attendu jusqu'au moment où, vers 9 heures, un sous-officier était venu leur dire : « Le convoi n'est pas pour aujourd'hui. Revenez demain. »

La Kabylie, berceau de la rébellion, est officiellement pacifiée. Et pourtant, les routes, sauf celle qui conduit à Alger, sont pratiquement coupées. On en sait quelque chose au Q.G. du général Faure, qui commande la 27e division d'infanterie alpine ainsi que la zone de l'Est algérois. Il y a quelques jours, le colonel d'une unité qui revenait d'une opération dans la région de Fort-National a eu l'imprudence de se porter en avant de sa colonne à quelques kilomètres de Tizi-Ouzou, afin d'arriver plus tôt en ville : sa voiture a été « allumée » par les fellaghas, dans un virage, à 500 mètres des premières maisons; les véhicules de tête de la colonne, arrivés sur les lieux un instant plus tard, trouvèrent la voiture criblée de balles, renversée dans un fossé, ses occupants tués... mais aucun rebelle à l'horizon.

Le mois dernier, un « ferret », blindé léger et rapide, avait tenté d'assurer seul une liaison entre Tigzirt et Tizi-Ouzou; une patrouille envoyée à sa recherche a retrouvé sa carcasse incendiée et les deux soldats qui le conduisaient égorgés, gisant sur le bas-côté de la route.

En fait, seuls les camions et autocars appartenant à des Kabyles et versant la dîme au F.L.N. peuvent circuler sans danger sur les routes à l'est de Tizi-Ouzou.

Pour les autres véhicules civils et pour les transports militaires, les autorités organisent des convois fortement protégés. Celui de Port-Gueydon, qui part deux fois par mois mais à une



Tecnosi

date indéterminée, est l'un des plus impressionnants : blindés à l'avant, blindés au centre, blindés à l'arrière, mise en alerte des postes situés le long du parcours pour avoir la protection de leur artillerie et de leurs patrouilles, et surtout un survol aérien permanent : les « fellouzes » savent qu'à partir de l'instant où une bande a été repérée par un avion d'observation, elle est pratiquement clouée au sol et n'a que peu de chances d'échapper à l'encerclement. Grâce à ce déploiement de forces, le convoi « passe » régulièrement sans incident.

Les civils qui attendent au poste de contrôle reprennent place dans leurs voitures. Le convoi partira aujourd'hui : ils ont entendu les camions de l'armée qui descendaient des camps installés dans les faubourgs de la ville. Effectivement, vers 8 heures, l'ordre de départ est donné et le convoi s'ébranle, les véhicules civils s'intercalant dans sa seconde moitié, derrière les camions militaires qui vont ravitailler en vivres, en munitions et en matériel les dépôts et les postes situés sur son itinéraire. But ultime du convoi qui part aujourd'hui : Tidmimine, petit poste situé sur un « piton » à huit kilomètres au sud de Port-Gueydon.

Roulant à cinquante kilomètres à l'heure, le convoi s'étire sur près de quatre kilomètres. Peu après le départ un ronronnement caractéristique fait lever les têtes : c'est l'avion d'observation qui vient de décoller de Tizi-Orly (appellation courante, quoique non officielle, de l' « aérodrome » de Tizi-Ouzou).

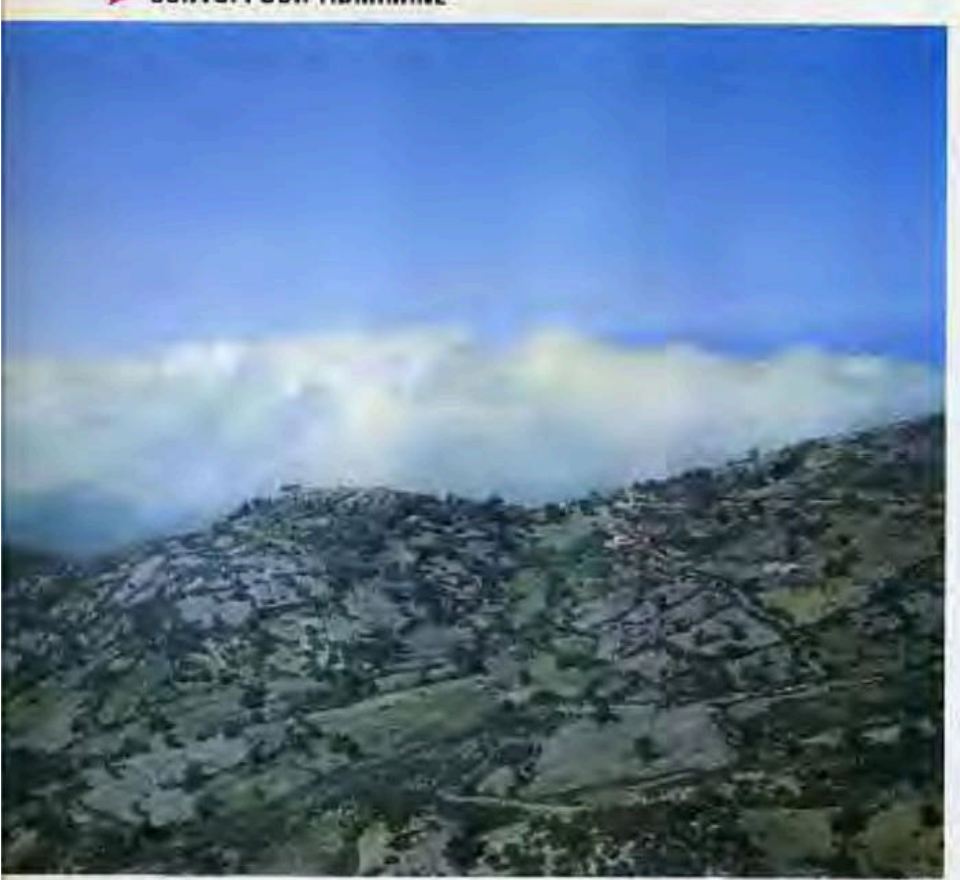
Berger ou guetteur ?

La route longe des champs où on ne voit personne, si ce n'est, çà et là, un berger isolé. Berger ou guetteur du F.L.N.? Probablement les deux. A un tournant de la route, qui serpente au pied de la montagne, on aperçoit une dizaine de militaires qui grimpent à flanc de coteau; c'est sans doute une patrouille qui joue à « cache-tampon ».

Certains sous-officiers appellent ainsi l'opération de routine qui consiste à aller rechercher, le matin, les obus tirés dans la nuit et qui n'ont pas explosé. En effet, depuis qu'on a découvert que des obus non explosés étaient utilisés par le F.L.N. pour piéger les routes, ordre a été donné à toutes les unités de compter les coups tirés et les explosions, afin d'envoyer des patrouilles récupérer tout projectile intact qui pourrait servir à l'adversaire. Cette consigne sera maintenue plusieurs mois, jusqu'au jour où on découvrira, en désamorçant un piège monté avec un obus de 105, que ce dernier provenait directement d'un dépôt de munitions près d'Alger.

Le convoi défile devant un grand bâtiment sans portes ni fenêtres : c'est tout ce qui reste d'une huilerie construite vers l'année 1945, à l'époque où l'industrialisation de l'Algérie était déjà à l'ordre du jour.

Beaucoup d'usines ont été créées à cette époque, mais elles n'ont pas fonctionné bien longtemps. Installations assez modestes, huileries, savonneries, conserveries, ou réalisations ambitieuses telles que la Manufacture de tissus de Tlemcen, la Verrerie de l'Afrique du Nord ou la Manufacture nord-africaine de faïence à La Sénia, toutes ces entreprises n'ont pas tardé à fermer ▶





Le djebel. C'est une forteresse naturelle pour le peuple guerrier que sont les Kabyles. En dépit de l'agressivité des forces du général Faure, le *djoundi* y est roi.



Après Tigzirt et Port-Gueydon, les camions arrivent enfin au poste de Tidmimine. Ils apportent des vivres, des munitions, du matériel. L'accueil est chaleureux. Dans un poste, l'arrivée d'un convoi est toujours un événement.

les sous-lieutenants téléphonent en latin

leurs portes en conséquence de la politique de dumping pratiquée à partir de l'année 1949 par les industriels métropolitains désireux de se réserver le marché algérien.

Le plan de Constantine relancera l'industrialisation de l'Algérie, mais beaucoup d'établissements ne seront créés qu'à cause des subventions, accordées par l'État, qui permettent à des sociétés métropolitaines de se débarrasser avec profit de leur équipement industriel périmé.

Les restes, en partie calcinés, d'une autre construction apparaissent un peu plus loin, à un détour de la route : c'est tout ce qui subsiste de la ferme Pruvost.

Pruvost était un agriculteur qui exploitait jadis des terres de la région d'Aïn-Bessem, sur les hauts plateaux du Sud algérois; appliquant les lois sociales, il n'avait jamais eu de différend avec ses ouvriers et ceux-ci avaient demandé à le suivre lorsqu'il avait décidé, en 1956, en raison de l'insécurité, de transférer son exploitation dans la région de Tizi-Ouzou. Là, il avait cru que sa réputation de patron équitable le mettrait à l'abri des coups du F.L.N. Une nuit d'hiver, les fellaghas ont pourtant attaqué sa ferme, le tuant ainsi que sa famille et plusieurs de ses ouvriers.

On arrive à l'embranchement de la route de Tigzirt. Le convoi prend la direction du nord, par le pont qui enjambe le lit de l'oued Sebaou, laissant sur sa droite le grand champ où des hommes du 13e dragons ont récemment trouvé la mort.

Ce régiment de cavalerie, surnommé « les dragons de l'Impératrice », devait être passé en revue en présence du prince Napoléon et de la princesse. Le grand champ, entre la route et la rivière, avait été choisi pour faire évoluer les véhicules; les préparatifs, la répétition des manœuvres, n'échappèrent pas au F.L.N. qui eut le temps de miner le terrain. Coût de la revue :



Le convoi se dirige vers le nord, gravissant la montagne par une route défoncée aux innombrables zigzags. Tapi derrière les rochers, l'ennemi guette peut-être...



Un survol aérien est ▶ indispensable à la sécurité d'un convoi. La présence d'un avion oblige en effet les maquisards à rester terrés dans leurs caches. En plus de l'aviation, certains convois, comme celui de Port-Gueydon, sont protégés, à l'avant, à l'arrière et au centre, par des blindés.

trois hommes tués et deux blindés perdus.

La route gravit la montagne par des zigzags innombrables. Le convoi, très étiré, doit être visible à des kilomètres à la ronde. Mais l'adversaire, qui nous observe sans doute, ne se manifeste pas.

En fait, le F.L.N. est au courant de tous les mouvements de troupes. Certes, les communications par téléphone ou par radio se font par messages codés, mais le code Z.E.A. (zone Est algérois), qui est distribué chaque mois aux unités de la zone, est tiré à la ronéo; il est probable que quelques exemplaires parviennent entre les mains des fellaghas. Certains commandants de postes isolés ont si peu confiance dans le secret des transmissions qu'ils préfèrent ne pas prévenir les postes voisins des « crapahutages » qu'ils organisent : le risque de rencontrer une autre patrouille française leur semble bien moindre que celui de tomber dans une embuscade tendue par l'ennemi.

Des sous-lieutenants du contingent ont trouvé un moyen original d'éviter les indiscrétions; ils se téléphonent en latin, un latin de cuisine, bien sûr, adapté à la situation présente : un blindé est un *carrus*, un half-track, un *hemi carrus*, etc.

Près du col de Makouda, notre convoi en croise un autre qui escorte vers la vallée les habitants d'un douar qui se sont placés « sous la protection de la France » et qui vont être installés dans un village de regroupement.

La politique de fraternisation bat son plein. Récemment les journalistes d'Alger et les correspondants de presse étrangers ont été invités à Tizi-Ouzou pour assister à l'arrivée d'une centaine de montagnards kabyles qui venaient de rallier « le camp de la France ». Les hélicoptères durent effectuer plus de dix rotations pour ramener de leur mechta, à proximité de Michelet, d'abord les hommes, les femmes et les enfants, puis les volailles, les chèvres et les ânes.

Cette opération de prestige n'a pas été très appréciée des pilotes d'hélicoptères qui, à leurs derniers passages au-dessus des crêtes, ont dû essuyer le feu des fells.

Au surplus, si la politique de fraternisation est prônée par le général commandant la zone dans toutes ses déclarations officielles, on ne la pratique guère à son quartier général. Là, seuls sont admis au mess des officiers les officiers supérieurs et les officiers d'active des unités d'élite : chasseurs, cavaliers, etc.; les officiers des services et les officiers de réserve, quant à eux, sont relégués dans un coin du mess des sous-officiers.

Après Makouda, la route descend lentement vers la mer, à travers un paysage verdoyant où le maquis fait progressivement place à la forêt. Le convoi poursuit sa route, s'arrêtant à deux reprises à des embranchements qui mènent à des postes installés sur des pitons : quatre ou cinq camions quittent alors le convoi et s'éloignent dans la montagne derrière les véhicules d'escorte qui étaient venus à leur rencontre.

Un ravitaillement toutes les deux ou trois semaines suffit à ces postes. Il semble y avoir un accord tacite entre le F.L.N. et l'armée : les autocars kabyles, contrôlés en fait par le F.L.N., transportent régulièrement les vivres frais destinés aux postes isolés; la population des villages leur vend des volailles et des œufs. En contrepartie, ces postes, qui sont dotés d'un four de campagne pour fabriquer leur pain, sont officiellement autorisés à panifier la farine des civils; et personne n'a jamais con- ▶

La côte, près de Port-Gueydon, petite ville située sur ▶ le golfe de Mers el-Fahm, qui doit son nom à l'amiral qui gouverna l'Algérie en 1871. Au temps de l'Algérie tranquille, les estivants y venaient nombreux.

la vallée est calme

trôlé si la quantité de farine donnée à panifier par les Kabyles correspond seulement aux besoins de la population locale, ou bien si elle permet d'assurer également le ravitaillement des fellaghas.

La route, à flanc de montagne, longe la forêt de la Mizrana.

La mer apparaît dans le lointain. Tigzirt est proche. Soudain, des coups de feu crépitent, l'alarme est donnée, le convoi s'immobilise. Militaires et civils sautent des véhicules et s'accroupissent dans le fossé, cherchant à découvrir de quel côté on vient de tirer. On entend encore quelques coups de feu répercutés par l'écho, puis on voit surgir de l'autre côté de la vallée une vingtaine de fellaghas qui dévalent la colline en courant, poursuivis de loin par des bérets rouges, et qui se précipitent vers un boqueteau où la végétation touffue forme un rideau entre les rocs et dissimule sans doute l'entrée de cavernes; ils disparaissent l'un après l'autre, tandis que les paras se regroupent et avancent avec prudence dans les taillis.

Aucun danger pour le convoi, qui repart et, un quart d'heure plus tard, arrive à Tigzirt.


Pedrotti

Tidmimine, à 8 kilomètres de Port-Gueydon. Un ancien village construit sur un mamelon que l'armée a fortifié en l'entourant d'un mur et de postes de guet. Les soldats sont logés dans les maisons, à trois ou quatre par pièce.



A.F.I.P.

Les hélicoptères ne servent pas seulement au transport des soldats ou à l'évacuation des blessés. Ici, dans le cadre de l'action psychologique, la population d'un village est emmenée pour assister à une cérémonie.

Les « regroupés »

Après deux heures de pause pour le repas, on se remet en route; il ne reste qu'une dizaine de véhicules civils et l'escorte militaire est réduite en conséquence. La route longe la côte et le parcours s'effectue sans incident jusqu'à Port-Gueydon, où l'on passera la nuit.

A l'entrée de la ville, quelques voitures quittent le convoi pour se rendre au camp d'une compagnie qui a la charge d'un village de regroupement. L'intendant militaire vérifiera les livres de comptes et les approvisionnements pendant que le sous-préfet, arrivé par hélicoptère, prendra le pouls de la population civile.

En fait, le climat psychologique laisse à désirer. Environ trois cents montagnards, qui ont demandé la protection de la France pour échapper aux méfaits du F.L.N., ont été regroupés là sur l'étroite plaine littorale. Ils étaient descendus de leur douar avec leurs chèvres et leurs moutons, mais ils les ont abattus peu après leur arrivée. L'armée doit leur distribuer régulièrement des vivres. L'administration avait mis à leur disposition les terres abandonnées par les colons français et leur avait fait remettre des semences et des plants de pommes de terre; mais blé et plants ont été consommés directement. Le responsable du village explique que la France, à laquelle ils se sont ralliés et qui les protège, doit subvenir à tous leurs besoins.

Le village se compose de tentes et de gourbis constitués de panneaux de roseaux fixés sur des « perches », ainsi que de petites constructions en parpaings dont certaines sont en cours d'achèvement.

Parpaings, ciment, bois et tôle ondulée sont arrivés d'Alger par bateau. Les autorités avaient prévu que les « regroupés » bâtiraient eux-mêmes leurs habitations, mais ceux-ci ont expliqué qu'ils « ne savaient pas ». Finalement, ce sont les soldats du contingent qui ont dû se faire terrassiers, maçons et couvreurs, sous le regard indifférent des Kabyles.

Après une nuit de repos, la dernière partie du voyage est entreprise. Vers 10 heures, le convoi, réduit à huit camions et à quelques jeeps, mais encadré par une escorte fortement armée, prend le chemin de Tidmimine. Dès la sortie de la ville la route se rétrécit peu à peu pour devenir une piste de montagne, étroite et tortueuse. Un avion d'observation fait son apparition dans le ciel et commence à décrire de larges cercles au-dessus de la colonne.

Des poteaux sciés

Un détachement a précédé la colonne; parti dès 6 heures, il était chargé de dégager le chemin d'éventuels éboulis et de combler les tranchées que les fellaghas ont l'habitude de creuser çà et là pour couper la route.

Aux approches de chaque mechta la colonne s'arrête et une patrouille



Les hommes restaurés, les camions déchargés, le convoi se reforme. Le signal du retour est donné. Et c'est le départ pour Port-Gueydon, où il faut arriver avant la nuit, avant que l'A.L.N. ne redevienne maîtresse du terrain.



Les permissionnaires du poste de Tidmimine, ainsi qu'un certain nombre de « quillards » ont pris place dans le convoi. Les camions avancent péniblement sur la route que le début du dégel, par endroits, a transformée en bourbier.

part en reconnaissance : les villages sont tous « ralliés », mais une embuscade est toujours à craindre et le commandement ne néglige aucune précaution. Il faudra plus de deux heures pour parcourir les huit kilomètres qui séparent Port-Gueydon de Tidmimine, où l'arrivée du convoi est un événement.

Comme tant d'autres postes, Tidmimine est un ancien village construit sur un mamelon dominant la région et que l'armée a fortifié, l'entourant d'un mur et de postes de guet. Les habitations ont été cimentées, repeintes et les soldats y sont logés à raison de trois ou quatre par pièce. Le poste dispose d'une cuisine fixe bien équipée et les réserves semblent abondantes : dans un enclos, à l'extérieur du mur d'enceinte, on peut voir la réserve de viande, quelques mulets et moutons qui paissent tranquillement; leur présence sera officiellement ignorée par l'intendant militaire comme elle l'est par le F.L.N.

Ici, comme dans la plupart des postes isolés en montagne, les accrochages avec l'adversaire sont très rares. « Il n'y a plus de fells dans le secteur », a dit un homme de troupe. C'est peut-être exact. La vallée est calme sous le soleil printanier : dans une mechta, en contrebas du poste, des femmes et des enfants kabyles vont et viennent d'un pas indolent, mais il n'y a pas d'hommes. Lorsqu'on demande où sont les hommes, la réponse est toujours la même : ils sont partis travailler en France. Peut-être. Beaucoup de jeunes appelés sont restés des mois sans voir un seul fellagha et plus d'un, devenu trop confiant, est tombé sous les coups du premier qu'il a rencontré.

Il faut être redescendu sur la côte avant la tombée du jour. Dès le début de l'après-midi, les hommes étant restaurés et les camions déchargés, le signal du retour est donné. Les permissionnaires du poste et quelques « quillards » se sont joints au convoi, qui progresse péniblement ; le soleil a réchauffé le sol et le chemin s'est transformé en bourbier en de nombreux endroits. Les véhicules ont de la boue jusqu'aux essieux ; ici et là, une jeep, un camion s'enlisent : les hommes doivent descendre et pousser les véhicules pour les dégager. A deux reprises il faut employer un câble de remorquage. Le soleil est déjà bas sur l'horizon quand la colonne atteint Port-Gueydon.

Le lendemain matin, c'est le retour vers Tizi-Ouzou. Les camions sont presque tous vides et l'allure est plus rapide qu'à l'aller. Sur la route, on rattrape un camion transportant une équipe d'E.G.A. (Électricité et Gaz d'Algérie) qui vient de rétablir une ligne de téléphone. Quelques poteaux sciés gisent sur le bas-côté de la route, seule trace de l' « attentat ».

Camouflés en paisibles montagnards

Ce sabotage était sans doute le fait de jeunes rebelles, désireux de prouver leur ardeur révolutionnaire. En fait, le téléphone est encore le moyen de communication le plus pratique pour le F.L.N., ses agents et ses sympathisants. Aussi les coupures de lignes sont-elles peu fréquentes, sauf lorsqu'un poste ou un village est attaqué, ce qui est exceptionnel depuis plusieurs mois; suivant un *modus vivendi* généralement respecté, l'armée contrôle le pays de jour, l'A.L.N., de nuit.

L'insuffisance des effectifs explique peut-être aussi la rareté des accrochages. Telle compagnie a son effectif disséminé dans plus de vingt postes : quand elle doit fournir deux sections pour participer à une opération, il lui faut prendre un sergent ici, deux hommes là, etc. ; le rassemblement de cette troupe est si apparent que les bandes adverses ont le temps d'en être informées et de changer de secteur ou bien, après avoir caché les armes, de camoufler leurs hommes en paisibles montagnards.

Le convoi poursuit sa route et ne s'arrête qu'à un seul carrefour, où trois camions transportant des engagés volontaires kabyles s'insèrent dans la colonne.

C'est la période dite « des classes creuses ». L'état-major a donné des instructions pour intensifier les engagements volontaires. Mieux encore, l'effectif à recruter a été réparti entre les zones, secteurs et quartiers militaires; finalement, chaque commandant local a reçu notification du quota d'engagements qu'il devait essayer d'obtenir. Certains ont déployé dans ▶



◄ L'oued Sebaou. Le convoi se rapproche de Tizi-Ouzou. Il roule rapidement. Bientôt, il franchira le pont qui enjambe l'oued. Puis les premiers immeubles de la ville apparaîtront dans le lointain. Un retour sans histoire.

chaque jour, des cercueils dans la cour

les villages les panneaux de propagande fournis par l' « arme psychologique » (c'est l'appellation actuelle du ci-devant service d'action psychologique de l'armée). D'autres ont tout simplement opéré un bouclage dans quelque mechta où, après avoir rassemblé la population, ils ont persuadé les jeunes gens d'être « volontaires » pour un engagement. Inutile d'ajouter que ce mode de volontariat explique un certain nombre de désertions, dont les auteurs vont rejoindre les rangs de l'A.L.N. avec une arme et y sont accueillis en héros.

Des mesures énergiques ont été prises pour pallier l'insuffisance des effectifs. C'est ainsi que tous les services (Matériel, Santé, Transmissions, etc.) ont reçu l'ordre de mettre sur pied des sections de combat qui doivent renforcer les unités opérationnelles. Mais comme il faut assurer cependant les manutentions en gare, la réparation des véhicules et toutes les autres servitudes, les services ont demandé aux corps de troupe de leur détacher du personnel. Ainsi, pendant que les militaires de l'intendance s'en vont en patrouille, on peut voir des chasseurs alpins décharger des wagons de charbon ou surveiller le fonctionnement des machines à laver.

Néanmoins, sur le papier, le nombre des sections de combat s'est accru conformément aux instructions de l'état-major.

Le convoi approche de Tizi-Ouzou. Sur le long mur ocre d'une ferme abandonnée, on peut lire cette inscription, soigneusement peinte en gros caractères: « L'Algérie restera française ». Une main contestataire a ajouté : « Et ta sœur? »

Les premiers immeubles de la ville apparaissent enfin. Beaucoup de constructions neuves : hôpital, hôtel des finances, immeubles H.L.M. et bâtiments de la cité administrative, qui s'agrandit régulièrement.

« Allons ! La prière ! »

A la préfecture, le chef du service d'urbanisme et d'architecture a déjà tracé les plans du Tizi-Ouzou de demain, d'une hardiesse digne du baron Haussmann : la gare sera déplacée, de grandes avenues sont prévues, des quartiers entiers seront reconstruits... On a même étudié l'emplacement éventuel de la future gestion des subsistances militaires dont l'armée prévoit la réalisation en 1965 ! L'euphorie règne chez les planificateurs car la réalisation du plan de Constantine laisse espérer des crédits illimités.

Dans les rues de Tizi-Ouzou, où les soldats ne sont autorisés à se promener qu'en groupe, au minimum par deux (des militaires isolés ont été égorgés en pleine ville au début de l'hiver), de jeunes Kabyles offrent aux passants les journaux de Paris, avec leurs gros titres réconfortants.

De retour au quartier général, les officiers du convoi trouveront dans la lecture de la presse, dans les déclarations officielles qu'elle rapporte, tranchantes et optimistes, de quoi se convaincre que les « événements » d'Algérie sont sur le point de s'arranger. De quoi oublier que demain à l'aube, comme chaque jour, en sortant de leur baraquement, ils verront quelques cercueils, disposés dans la cour en attendant l'arrivée des aumôniers militaires pour la courte cérémonie de levée des corps.

Quelques-uns pensent peut-être à ce bénédicité qu'ils ont entendu hier dans un mess.

« Allons! La prière ! » avait demandé le commandant au plus jeune aspirant avant d'entamer le repas. L'interpellé s'était levé et, d'un air recueilli, avait récité :

O Dieu ! acceptez nos remerciements
Pour tous ces aliments.
Acceptez nos remerciements
Et protégez tous vos enfants.
Ne vous occupez pas des poltrons,
Des hypocrites ou des méchants,
Des traîtres ou des indifférents.
Nous nous en chargerons.
Mais, par pitié, Dieu tout-puissant,
Protégez-nous des c... !

Roger PEDROTTI

Un regroupement à Agouni-Gourane, en Kabylie. ► La statistique établie par la D.P.A. en octobre 1958 fait état d'une somme de 2 milliards 904 millions de francs qui aurait été dépensée pour les regroupements.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Meruyer*

Directeur *Yves Courrière*	Dessinateur *John Batchelor*
Conseiller auprès de la Direction *Général Beaufre*	Fabrication *Roger Brimeur*
Rédacteur en chef *Jean Fontugne*	Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoints *Jacques Kohlmann* *Marie Elbe*	Adjoint : *Charles Meyer*
Chef service photo : *François Wittmann*	Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Direction des publications Historia *Christian Melchior-Bonnet*	Assistantes *Chantal de Pissoo* *Françoise Rose*
Administration : *Christian Clerc*	Relations publiques : *Claude Bénédick*
Maquettiste : *Claude Rebélo*	Abonnements *Jean Loup Pollé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Telex 21311. Publicité 501.
Prix de vente au numéro : France, 5 F. — Belgique, 30 FB
Suisse, 3 FS

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e
Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2170-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 55, rue de Arenb. B 1050 BRUXELLES – Tél. 47-89-29.
CCP BRUXELLES 1837-34.
Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF
2° 1 an - 48 numéros
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite
150 FF - 1 500 FB - 150 FS - Autres pays : 186 FF
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF
RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Tallandier.
BELGIQUE : 175 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES
CCP 418-02.
SUISSE : 16 FS chez tous les dépositaires.
NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements seront servis à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF, au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° [illegible]
4° La publication est hebdomadaire, mais au juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
[illegible]

CHRONOLOGIE
Avril 1959

FRANCE ET COMMUNAUTÉ

1er : Guy Mollet : « Opposition constructive » de la S.F.I.O.
4 : gouvernement Mamadou Dia au Sénégal.
4-9 : attentats terroristes du F.L.N.
10 : arrestation de 465 nationalistes algériens.
14 : naissance de l'U.D.T. rassemblant les « gaullistes de gauche ».
16 : gouvernement Modibo Keita au Soudan.
26 : élections sénatoriales : gains du M.R.P. et des radicaux.
28 : Gaston Monnerville réélu président du Sénat.
29-30 : conférence des ministres des Affaires étrangères occidentaux à Paris.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

2-7 : session extraordinaire de la Ligue arabe à Beyrouth.
4-30 : voyages du prince Moulay Hassan en Tunisie et en R.A.U.
8 : arraisonnement du cargo tchécoslovaque Lidice.
16-23 : conférence arabe du pétrole au Caire.
19-26 : élections municipales en Algérie.
21 : le général Challe : « Il peut y avoir une solution militaire à l'affaire algérienne. »
29 : remous dans les milieux français d'Algérie après les confidences du général de Gaulle au directeur de l'Écho d'Oran.

AMÉRIQUE

15 : démission de John Foster Dulles, qui est remplacé par Christian Herter le 18.
15-24 : Fidel Castro en visite à Washington : « J'ai déjà dit de façon claire et définitive que nous ne sommes pas communistes. »

ASIE

3 : l'Inde accorde le droit d'asile politique au dalaï-lama.
24 : entretien entre Nehru et le dalaï-lama.
27 : Liou Chao Chi devient président de la République populaire de Chine.

EUROPE

7 : le chancelier Konrad Adenauer candidat à la présidence de la République fédérale d'Allemagne.
7 : réduction des charges fiscales en Grande-Bretagne.
13-15 : Michel Debré et Maurice Couve de Murville à Londres.
15 : la Yougoslavie obtient un prêt du Japon.
20-27 : session de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe réunie à Strasbourg.
28 : conférence des ministres des Affaires étrangères du bloc oriental à Varsovie.
28-30 : débat de politique étrangère à l'Assemblée nationale.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LE DEPART DES GENERAUX DU 13 MAI

Sommaire

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1973. — N° d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL — **N° 279 - 15 janvier 1973.**

L'ÉCHO D'ALGER

Complétant le lot d'armes et de munitions déjà "recensées" officiellement

1.000 mitrailleuses allemandes découvertes à bord du "Lidice"

Elles sont semblables à celles découvertes dans l'Ouarsenis

La cargaison *évaluée à 1 milliard* ***a été saisie***

Le cargo, *autorisé à reprendre la mer a appareillé hier*

Imposante et émouvante cérémonie samedi matin au camp de Zéralda

Le général Massu a fait ses adieux à la 10e division parachutiste

"Dieu veuille que nous ramenions rapidement la paix dans notre belle province française d'Algérie"

Le général **Gracieux** lui succède

5 DÉPUTÉS DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE :

La métropole a parié pour l'Algérie française

Il faut que le 13 mai prochain consolide notre unanimité nationale

La fanfare des Beaux-Arts de Paris a donné une aubade aux Algérois



BAISSE sur les vins

Réunion d'information à la Maison des Étudiants

M. MARTEL a défini la politique du "MOUVEMENT POPULAIRE DU 13 MAI"

A Hussein-Dey, samedi soir, entouré de MM. Marçais et Chelha

M. Marc Lauriol : "Je suis optimiste quant à notre action pour l'intégration"

Le général GAULTIER lance un appel à l'union

Les obsèques du général Deschamps se sont déroulées samedi à El-Biar





